

MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

**COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES  
RELATIVE À L'EXECUTION DU BUDGET  
A FIN JUIN 2009**

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Op', positioned above a horizontal white line.

Août, 2009

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>CONTEXTE GENERAL</b>	<b>3</b>
<b>I- REALISATION DES RESSOURCES</b>	<b>4</b>
I.1 - Ressources budgétaires	6
I.2.- Ressources de trésorerie	7
<b>II- EXECUTION DES DEPENSES</b>	<b>8</b>
II.1 - Situation des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions	9
II.2 - Structure des dépenses budgétaires par grands postes	10
II.3 - Dépenses de trésorerie	13
<b>III- ANALYSE DES DEPENSES PAR GRANDES FONCTIONS</b>	<b>14</b>
<b>IV- ANALYSE DES DEPENSES PRO PAUVRES</b>	<b>15</b>
<b>V- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES</b>	<b>18</b>
V.1 - Mandats mis en règlement	18
V.2 - Avances non régularisées	18
V.3 - Opérations de trésorerie	19
<b>CONCLUSION</b>	<b>20</b>



## **INTRODUCTION**

La présente communication a pour objet de rendre compte de la situation d'exécution du budget au premier semestre de l'année 2009.

Cette communication donne un aperçu du contexte général qui a prévalu au cours de la période, et de l'évolution des réalisations de ressources et de l'exécution des dépenses. L'analyse des dépenses par grandes composantes et par fonctions est complétée par un commentaire des paiements effectués. L'examen des dépenses pro pauvres constitue également un point particulier de ce rapport.

## **CONTEXTE GENERAL**

L'environnement socio-économique favorable qui a soutenu l'exécution du budget 2009 depuis le début de l'année se renforce grâce aux avancées notables du processus de sortie de crise et à la consolidation de la cohésion sociale. Les tournées du Président de la République dans les zones centre, nord et ouest du pays, le démarrage effectif de l'unicité de caisse ainsi que l'ouverture de plusieurs agences de banque dans ces zones constituent des signaux forts de la normalisation qui se raffermi tant au plan politique qu'économique.

Au titre des autres volets des actions de sortie de crise, l'opération d'identification des populations qui est une étape fondamentale du processus électoral a été menée à terme à la satisfaction de tous. De même, la mise en œuvre du Programme de Réhabilitation et de Réinsertion Communautaire et l'opérationnalisation du Centre de Commandement Intégré se poursuit dans un climat paisible.

En outre, après la conclusion du programme économique et financier, le Gouvernement a négocié avec succès l'accord de réduction de la dette avec le Club de Paris. La confiance de la communauté financière internationale s'est traduite par la conclusion de plusieurs accords de financement sous forme de dons et de prêts projets.

Par ailleurs, les appuis budgétaires obtenus dans le cadre du programme économique et financier au second trimestre ont permis de soutenir la relance de l'activité économique à travers la réduction substantielle des arriérés intérieurs dus aux fournisseurs. Le renforcement de la confiance entre l'Etat et les opérateurs économiques qui s'en est suivi et la réalisation des phases préparatoires des élections générales constituent des signaux forts qui portent l'espoir du retour définitif à la paix et à la normalisation totale.

Cet espoir est conforté par la perspective de l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), qui offrira une opportunité exceptionnelle d'allègement du fardeau de la dette. Cette réduction de la dette permettra de dégager des marges budgétaires nécessaires à la mise en œuvre des programmes définis dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

L'engagement du Gouvernement de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations, après une longue période de crise, renforce sa détermination à atteindre le point d'achèvement. Pour y parvenir, l'Etat se devra de respecter et d'appliquer les mesures d'assainissement des différents secteurs de l'économie arrêtées dans le programme triennal appuyé par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) ainsi que les autres volets du programme économique et financier.



Ainsi, en dehors des missions classiques de suivi du programme, la coordination de la mise en œuvre des mesures est assurée par un comité interministériel présidé par le Premier Ministre. Parallèlement, le cadre d'échange direct entre les autorités ivoiriennes et le Fonds Monétaire International s'est renforcé à travers des séances de vidéo conférences qui permettent d'examiner des questions se rapportant à l'évolution des objectifs fixés dans le programme.

### **I- REALISATION DES RESSOURCES**

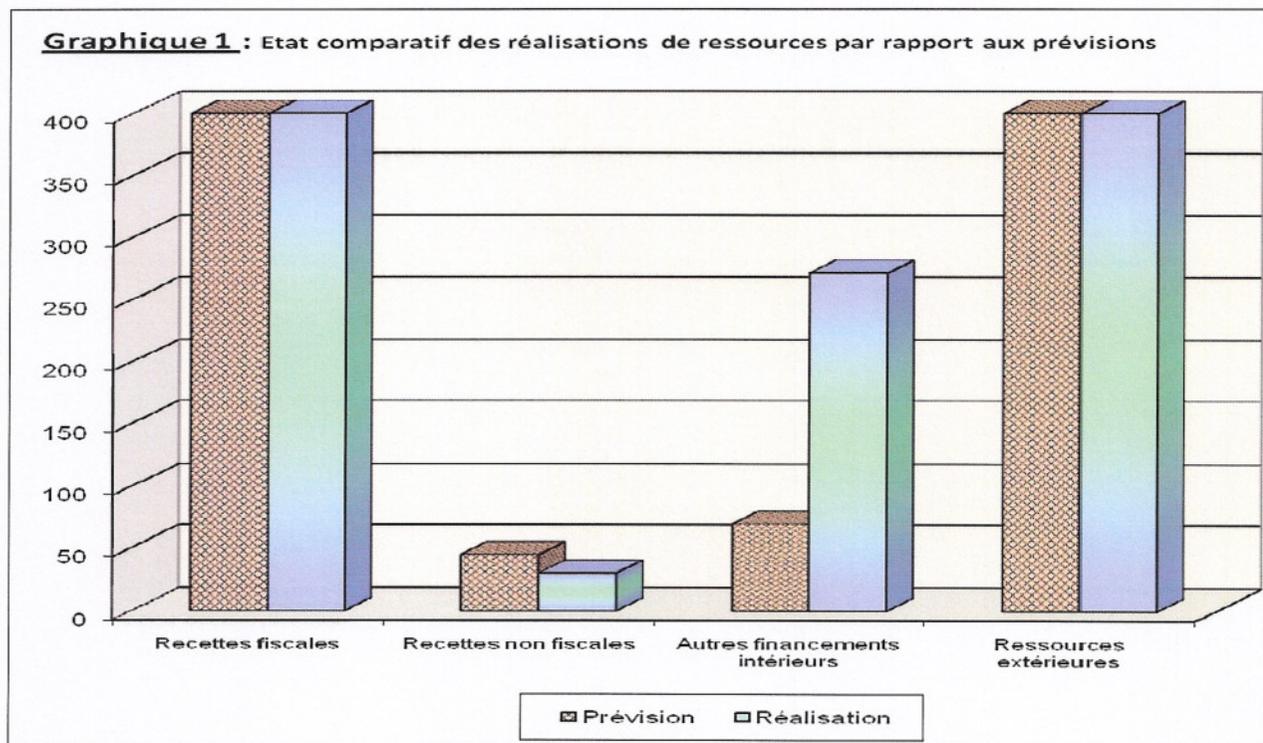
Les ressources mobilisées au premier semestre s'élèvent à 1 661,1 milliards comprenant 1 126,5 milliards de ressources budgétaires et 534,6 milliards de ressources de trésorerie. Ces réalisations affichent un excédent de 167,3 milliards lié principalement à la bonne mobilisation des ressources de court terme et des recettes fiscales, malgré les manques à gagner enregistrés notamment sur les recettes non fiscales, les ressources d'emprunts sur le marché financier et les ressources extérieures.



**Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources de l'Etat**

(en milliards de francs CFA)	Collectif budgétaire	Fin mars Réalisation	Fin juin	
			Objectif	Réalisation
<b>Ressources budgétaires</b>	<b>2 529,6</b>	<b>405,9</b>	<b>1 198,7</b>	<b>1 126,5</b>
<b>Ressources intérieures</b>	<b>1 994,7</b>	<b>397,7</b>	<b>913,1</b>	<b>892,0</b>
Recettes fiscales	1 750,7	377,5	825,2	859,6
Recettes non fiscales	84,0	20,2	37,9	18,4
Emissions titres publics	160,0	0,0	50,0	14,0
<b>Ressources extérieures</b>	<b>534,8</b>	<b>8,2</b>	<b>285,7</b>	<b>234,5</b>
Contrepartie échéances rééchelonnables	242,4	2,4	116,5	73,5
Appuis budgétaires	240,7	0,0	154,3	135,5
Dons-programme sortie de crise	32,7	0,0	21,0	6,0
Autres Appuis budgétaires	208,0	0,0	133,3	129,5
Dons et emprunts projets	51,8	5,8	14,8	25,5
<b>Opérations de trésorerie</b>	<b>330,3</b>	<b>347,8</b>	<b>295,7</b>	<b>534,6</b>
TVA secteur électricité	10,0	3,5	5,0	8,1
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	50,0	7,0	25,0	10,1
Prélèvement excédent pétrolier SIR	8,0	0,0	6,4	11,3
Divers emprunts et crédits relais	7,0	89,4	4,0	242,2
Avoirs sur grands travaux d'investissement	15,6	0,0	15,6	15,0
Don BAD apurement arriérés (ressources extérieures)	171,4	183,9	171,4	183,9
Don de la BAD pour les réformes économiques et financières	68,3	64,0	68,3	64,0
<b>Total Ressources</b>	<b>2 859,9</b>	<b>753,7</b>	<b>1 494,4</b>	<b>1 661,1</b>

**Graphique 1 : Etat comparatif des réalisations de ressources par rapport aux prévisions**



Source : DGBF/DGTC/DGE

## I.1 - Ressources budgétaires

A fin juin 2009, les recettes budgétaires s'établissent à 1 126,5 milliards pour un objectif de 1198,7 milliards, soit un manque à gagner de 72,2 milliards. Hors ressources correspondant aux échéances rééchelonnables, ces réalisations se situent à 1 052,7 milliards avec un taux de mobilisation de 97,3%. Ce résultat est imputable aux manques à gagner enregistrés sur les recettes non fiscales, l'émission des titres d'Etat et les ressources extérieures que la bonne tenue des recettes fiscales n'a pu compenser.

### I.1.1- Les recettes intérieures

Les recettes intérieures ont été recouvrées à hauteur de 892 milliards contre 913,1 milliards prévus. Ces recettes enregistrent ainsi une moins value de 21,1 milliards par rapport aux prévisions en raison des contreperformances enregistrées au niveau notamment de la fiscalité de porte et des recettes non fiscales. Cependant, les bons résultats enregistrés au niveau de la fiscalité intérieure ont permis d'atténuer ces manques à gagner.

#### ➤ Les recettes fiscales

Les recettes fiscales de l'Etat y compris les ressources mobilisées dans le cadre des compensations sur les consommations d'abonnement de l'année 2008, ont enregistré une plus value de 34,5 milliards avec un niveau de 859,6 milliards. Ce résultat est imputable au bon niveau de recouvrement de la fiscalité intérieure qui a généré un surplus de 89,7 milliards compensant les moins-values de 55,3 milliards accusées sur les recettes de porte.

La bonne évolution de la fiscalité intérieure est due essentiellement à celle des revenus de pétrole et de gaz, de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) perçue en régime intérieur et des droits d'enregistrement sur l'exportation du café et du cacao.

La TVA recouvrée à 91,3 milliards contre un objectif de 62 milliards, enregistre une performance de 29,3 milliards consécutive au renforcement des actions de lutte contre la fraude et aux mesures spécifiques de gestion de cette taxe. Cette performance est également liée au recouvrement d'arriérés d'impôts dans le cadre des opérations de compensations sur les consommations d'abonnement de 2008.

Les droits d'enregistrement du café et du cacao continuent leur progression amorcée depuis le premier trimestre de l'année, sous l'impulsion du relèvement des cours de ces produits et de l'augmentation du volume des exportations. Le recouvrement de ces droits a atteint le niveau de 86,5 milliards pour un objectif de 42,8 milliards, soit une plus-value de 43,7 milliards.

Les revenus du pétrole et de gaz ont également bénéficié de la remontée des cours, en s'établissant à 61,5 milliards pour un objectif de 44,8 milliards prévus à fin juin. Cette réalisation intègre également les arriérés d'impôts BIC sur le gaz d'un montant 7,1 milliards recouvré dans le cadre des opérations de compensations ci-dessus citées.

Quant aux taxes sur les marchandises générales, elles se sont établies à 154,3 milliards contre un objectif de 208,7 milliards. Une analyse approfondie de l'origine de ces moins values est en cours en vue de proposer des mesures correctives.

➤ **Les recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales ont enregistré une contreperformance de 19,5 milliards en s'établissant à 18,4 milliards contre 37,9 milliards prévus. Cette moins value est liée au décalage du paiement des dividendes en liaison avec la date butoir de la tenue des Assemblées Générales fixée réglementairement en fin juin. Les réalisations intègrent 5,1 milliards de ressources issues du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) dont 4,3 milliards ont été effectivement décaissés.

➤ **Les émissions de titres d'Etat**

L'émission des titres d'Etat sur les marchés financier et monétaire au premier semestre a permis la mobilisation de 14 milliards au titre des bons du Trésor.

### **I.1.2- Les ressources extérieures**

Les ressources extérieures hors contreparties des échéances rééchelonnables, ont été mobilisées à hauteur de 161 milliards pour un objectif de 169,1 milliards, soit un taux de mobilisation de 95,2%, résultant de la reprise effective de la coopération financière avec les bailleurs de fonds notamment la Banque Africaine de Développement.

Les ressources mobilisées correspondent à des appuis budgétaires de 129,5 milliards dont 71,9 milliards de la Banque Mondiale et 57,6 milliards du Fonds Monétaire International.

Les tirages sur emprunts et dons projets se sont situés respectivement à 18,7 milliards et 6,8 milliards contre 10,7 milliards et 4,1 milliards prévus à fin juin. Ces niveaux de décaissement remarquable depuis le déclenchement de la crise, s'inscrivent dans le cadre de la réactivation des projets cofinancés par les bailleurs de fonds.

Au titre du financement extérieur des actions de sortie de crise, un montant de 6 milliards a été décaissé sur 21 milliards prévus à fin juin.

### **I.2.- Ressources de trésorerie**

Les ressources provenant des opérations de trésorerie se chiffrent à 534,6 milliards contre 295,1 milliards programmés au premier semestre. Elles comprennent :

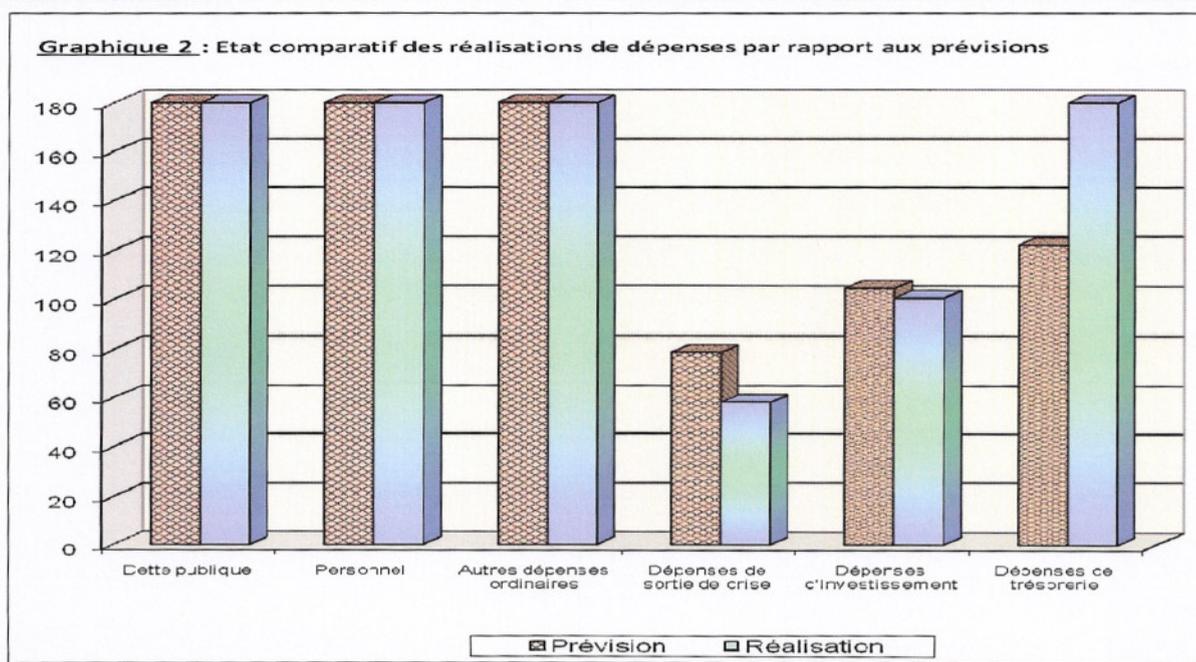
- 242,2 milliards de crédits relais et divers emprunts à court terme contre 4 milliards prévus. Ces ressources ont été mobilisées auprès du système bancaire pour 201,6 milliards et du système non bancaire pour 40,6 milliards ;
- 8,1 milliards de recettes de TVA à reverser au secteur électricité contre 5 milliards prévus ;
- 10,1 milliards de recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA contre 25 milliards prévus ;
- 11,3 milliards de prélèvements de l'excédent pétrolier de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) ;
- 15,0 milliards d'avoirs au titre des avances consenties en 2008 sur les grands travaux d'investissement ;
- 183,9 milliards de don de la Banque Africaine de Développement (BAD), mobilisés depuis le premier trimestre dans le cadre des accords d'apurement des arriérés de cette institution ;
- et 64 milliards d'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD), mobilisés également depuis le premier trimestre dans le cadre du Programme d'Appui aux Réformes Economiques et Financières visant à améliorer le système de gestion des finances publiques et la passation des marchés publics.

## II- EXECUTION DES DEPENSES

L'exécution des dépenses à fin juin se chiffre à 1 368,1 milliards contre 1188,9 milliards prévus. Elles comprennent 1 094,8 milliards de dépenses budgétaires et 273,2 milliards de dépenses relatives aux opérations de trésorerie. Ce niveau d'exécution dégage un dépassement de 179,2 milliards provenant essentiellement des opérations de trésorerie.

**Tableau 2 : Situation d'exécution des dépenses de l'Etat**

(en milliards de francs CFA)	Collectif budgétaire	Fin juin		
		Fin mars Réalisation	Objectif Réalisation	
<b>Dépenses Budgétaires</b>	<b>2 529,5</b>	<b>371,8</b>	<b>1 066,9</b>	<b>1 094,8</b>
<b>Dette publique</b>	<b>821,9</b>	<b>69,2</b>	<b>287,6</b>	<b>270,2</b>
Dette intérieure	420,9	35,8	79,1	104,4
Dette extérieure	401,0	33,4	208,6	165,7
<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>1 276,6</b>	<b>268,0</b>	<b>596,2</b>	<b>665,8</b>
Personnel	745,0	176,9	372,5	388,0
Abonnement	40,8	10,0	17,3	45,3
Autres dépenses de fonctionnement	490,8	81,0	206,4	232,4
<b>Dépenses de sortie de crise</b>	<b>148,6</b>	<b>18,8</b>	<b>78,6</b>	<b>58,5</b>
Dépenses Trésor	115,9	18,8	57,6	52,5
Dépenses Bailleurs	32,7	0,0	21,0	6,0
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>282,5</b>	<b>15,8</b>	<b>104,4</b>	<b>100,4</b>
Investissement Trésor	230,7	10,0	89,6	74,9
Prêts et dons projets	51,8	5,8	14,8	25,5
<b>Opérations de trésorerie</b>	<b>229,2</b>	<b>97,2</b>	<b>122,0</b>	<b>273,2</b>
Remboursement divers emprunts	114,7	65,2	44,0	226,9
Remboursement de crédits de TVA	50,0	7,0	25,0	10,1
Déficit CGRAE/ Déficit CNCE	41,5	18,6	43,8	22,3
Reversement de TVA au secteur électricité	10,0	3,2	3,5	6,2
Transferts au Fonds d'Entretien Routier	13,0	3,1	5,7	6,2
Construction du 3è pont				1,7
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>2 758,8</b>	<b>469,0</b>	<b>1 188,9</b>	<b>1 368,1</b>



Source : DGBF/DGTCP/DGE

## II.1 - Situation des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions

Les dépenses budgétaires prévues à 1 066,9 milliards à fin juin ont été exécutées à hauteur de 1 094,8 milliards dont 80% à travers le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP), 7,6% par le biais des avances de trésorerie non encore régularisées et 12,4% relatifs aux opérations de trésorerie adossées à des crédits budgétaires.

**Les dépenses exécutées dans le SIGFiP** (hors remboursement des crédits de TVA) se chiffrent à 875,1 milliards. Ces dépenses comprennent :

- ✓ les charges de la dette publique pour 217,2 milliards ;
- ✓ les dépenses de personnel pour 312,7 milliards ;
- ✓ les dépenses d'abonnement d'eau, d'électricité et de téléphone pour 45,3 milliards dont 25,1 milliards au titre des régularisations des passifs sur les consommations de 2008 ;
- ✓ les dépenses de fonctionnement des services pour 175,7 milliards ;
- ✓ les dépenses liées aux actions de sortie de crise pour 31,7 milliards ;
- ✓ et les dépenses d'investissement pour 92,6 milliards.

**Les avances non encore régularisées** se chiffrent à 83,2 milliards. Elles se rapportent essentiellement aux dépenses de personnel pour 35,8 milliards, aux autres dépenses de fonctionnement pour 23,8 milliards et aux dépenses de sortie de crise pour 20,8 milliards. L'application de l'arrêté ministériel pris en mars 2009 portant limitation du recours aux procédures des avances de trésorerie ainsi que la mise en place du comité de régularisation des avances ont permis de réduire le niveau de celles-ci de 48,7 milliards par rapport au niveau réalisé à la même période en 2008.

Le niveau des avances (hors dépenses réalisées sur ressources extérieures, dépenses de personnel, subventions et transferts et services de la dette) consenties à fin juin, se situe à 22,1 milliards contre un plafond de 50 milliards fixé dans le programme.

**Les opérations de trésorerie adossées à des crédits budgétaires** d'un montant de 136,5 milliards, sont constituées :

- ✓ des charges de personnel pour 39,6 milliards correspondant aux cotisations sociales et aux divers prélèvements sur salaires ;
- ✓ de la subvention implicite de l'Etat au secteur électricité à hauteur de 29,9 milliards pour assurer son équilibre ;
- ✓ des dépenses de dette publique d'un montant de 53 milliards correspondant aux règlements n'ayant pas encore fait l'objet d'ordonnancement. Ces règlements ont été faits au titre de la dette extérieure principalement au bénéfice du FMI et de la dette intérieure au profit de la Banque of Africa (BOA) et du secteur bancaire dans le cadre du remboursement des bons du trésor par adjudication (décembre 2008-juin 2009) ;
- ✓ du financement extérieur des actions de sortie de crise pour 6 milliards ;
- ✓ des dépenses d'investissements en milieu rural adossées au FIMR d'un montant de 5,1 milliards dont 4,3 milliards de paiements effectifs ;
- ✓ et de la fourniture de carburant aux Forces de Défense et de Sécurité par la SIR pour un montant de 3 milliards.

## II.2 - Structure des dépenses budgétaires par grands postes

Les dépenses budgétaires exécutées par grands postes se présentent comme suit :

### II.2.1 Le service de la dette publique

Le service de la dette publique a été exécuté à hauteur de 270,2 milliards et intègre 107,7 milliards de règlements effectifs et 162,5 milliards d'ordonnancements non encore réglés. Ce niveau d'exécution qui se situe à 196,8 milliards hors échéances rééchelonables, comprend notamment les échéances de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement et de la Standard London Bank, ainsi que celles de la BCEAO et les remboursements des titres d'Etat.

Le **service de la dette intérieure** a été exécuté à hauteur de 104,4 milliards dont 55,1 milliards effectivement réglés. Ces règlements ont été effectués principalement au profit de la Banque Of Africa (4,9 milliards), de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne au titre de la consolidation des créances (3 milliards) et de la Banque Atlantique de Côte d'Ivoire (2 milliards) et des souscripteurs des bons du trésor par adjudication (décembre 2008-juin 2009) pour 43,8 milliards.

Quant au **service de la dette extérieure** exécuté à 165,7 milliards, le règlement effectif se situe à 52,6 milliards dont 47,8 milliards ont été consacrés aux échéances du FMI, de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Parallèlement aux efforts d'apurement des arriérés dus aux fournisseurs enregistrés, l'Etat a poursuivi la réduction des arriérés sur le service de la dette intérieure avec un paiement de 7,3 milliards contre 3,8 milliards au premier trimestre.

Concernant la dette extérieure, un montant de 275,4 milliards a été consacré essentiellement à la réduction des arriérés de la BAD.

Au total, à fin juin, le montant global des paiements effectués sur les échéances (107,7 milliards) et les arriérés (282,7 milliards) au profit des créanciers de l'Etat se chiffrent à 346,6 milliards.

### II.2.2 Les dépenses de personnel

Les règlements effectifs des charges de personnel sont en ligne avec les objectifs fixés à 372,5 milliards.

Toutefois, la situation d'exécution globale combinant les paiements effectifs et l'exécution dans le SIGFiP, se chiffre à 388 milliards dégageant ainsi un écart de 15,5 milliards par rapport à l'objectif. Cet écart s'explique par les anticipations de transfert de crédits réalisés dans le SIGFiP au profit de certains Etablissements Publics Nationaux (43,9 milliards d'ordonnancement au lieu de 29,2 milliards visés) et des représentations de la Côte d'Ivoire à l'extérieur (11,8 milliards d'ordonnancement contre 6,7 milliards visés). Le surplus de ces ordonnancements qui ne correspond pas à des besoins complémentaires sera résorbé au cours des mois à venir.

### II.2.3 Les dépenses d'abonnement

Les dépenses de consommation d'électricité, d'eau et de téléphone au titre de la gestion courante ont été exécutées à 20,2 milliards à fin juin contre 17,3 milliards prévus. Ces réalisations qui représentent 50% des prévisions annuelles se répartissent entre l'électricité pour 12,5 milliards, l'eau pour 3,9 milliards et le téléphone pour 3,9 milliards.



Par ailleurs, pour boucler les opérations de compensation entre les impayés de consommation de l'Etat et les dettes fiscales des sociétés concessionnaires d'électricité, d'eau et de téléphone au titre de l'année 2008, l'inscription d'un montant de 25,1 milliards de crédits complémentaires sur le budget 2009 est apparu nécessaire.

### II.2.4 Les autres dépenses ordinaires

Les autres dépenses de fonctionnement (hors dépenses liées au processus de sortie de crise) composées des subventions et transferts, des dépenses sociales ciblées, des dépenses de souveraineté, des subventions accordées à la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (CGRAE) et des dépenses de fonctionnement des services, ont été exécutées à hauteur de 232,4 milliards pour un objectif de 206,4 milliards. Ce dépassement est essentiellement imputable aux subventions et transferts au profit des structures éducatives eu égard à la fin de l'année scolaire.

En effet, à fin juin, les subventions et transferts se sont établis à 101,8 milliards contre un objectif de 66 milliards. Les transferts au profit des structures éducatives et médico-sociales se chiffrent à 40,5 milliards et concernent essentiellement les bourses et les frais de transport des élèves et étudiants pour 11,6 milliards ainsi que les subventions accordées aux écoles privées d'un montant de 26,9 milliards destinés à la couverture des frais de scolarité des élèves pris en charge par l'Etat.

Cette surconsommation de crédits sera absorbée sur le reste de l'année.

Le montant des revenus de gaz détenus par le secteur électricité à fin juin se chiffre à 29,9 milliards correspondant à la **subvention au secteur** pour assurer son équilibre.

Les **programmes sociaux ciblés** au profit des groupes vulnérables bénéficiant d'une dotation annuelle de 10 milliards, ont été exécutés à fin juin à 1,3 milliard pour un objectif semestriel de 8 milliards. Ce niveau d'exécution correspond aux subventions des prix des médicaments et des vaccins visant à améliorer l'accessibilité à ces soins médicaux d'une plus grande frange de la population. Le faible niveau d'exécution observé à fin juin sur les dépenses sociales ciblées est inhérent au retard accusé dans l'affectation de la provision de 6,1 milliards à d'autres programmes sociaux qui doivent être identifiés en collaboration avec les partenaires au développement.

### II.2.5 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement se sont établies à 100,4 milliards avec un taux d'exécution de 96,1% par rapport aux prévisions de fin juin. Ces dépenses ont été financées à hauteur de 74,6% par les ressources intérieures qui se situent à 74,9 milliards hors dépenses liées à la crise et à 25,4% par les ressources extérieures.

Ces dépenses se rapportent essentiellement aux transferts en direction des collectivités décentralisées (7,6 milliards), aux travaux d'aménagement des routes (10,4 milliards), aux travaux d'investissements en milieu rural (5,1 milliards avec 4,3 milliards de paiement), aux grands travaux (23 milliards) et aux dépenses de construction, de réhabilitation et d'équipement (13,5 milliards).



Pour renforcer l'action des collectivités décentralisées, des crédits complémentaires de 3 milliards leur ont été octroyés. A fin juin, les transferts effectifs de crédits au profit de ces entités s'élèvent à 2,7 milliards, soit 33% de leur budget d'investissement.

Les **grands travaux d'investissement** prévus à 15 milliards à fin juin, ont été exécutés à hauteur de 23 milliards dont 15 milliards destinés à la régularisation des avances de trésorerie consenties en 2008 sur ces travaux.

Concernant ces travaux, un cadre institutionnel a été mis en place pour suivre les recouvrements des ressources, les opérations de passation des marchés et les paiements des décomptes dans le circuit normal d'exécution des dépenses.

Par ailleurs, les dépenses liées à la réhabilitation des routes couvrent principalement les travaux de prolongement de l'autoroute du nord pour 4,4 milliards et de réhabilitation de la Route ARRAH-BENAHOUIN pour 2,5 milliards. Elles intègrent également les travaux d'urgence du réseau routier et de voiries urbaines pour un montant de 2,6 milliards.

L'exécution des projets d'investissement financés sur les ressources extérieures ont enregistré un meilleur taux d'exécution par rapport aux prévisions. En effet, prévues à 14,8 milliards, les décaissements au titre de ces projets se sont situés à 25,5 milliards dont 73% sur les emprunts-projets.

L'exécution des projets financés sur emprunts s'est située à 18,7 milliards et comprend essentiellement :

- ✓ 15,1 milliards de la Banque Mondiale pour la mise en œuvre du Projet d'Appui au Secteur de l'Education et de la Formation (5,2 milliards), du Projet National de Gestion des Terroirs et de l'Equipement Rural (6,5 milliards) et du Projet d'Ajustement du Secteur des Transports (3,3 milliards) ;
- ✓ et 3,4 milliards de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique destinés aux travaux du prolongement de l'autoroute du nord.

Les dons-projets ont été exécutés à hauteur de 6,8 milliards financés principalement par la Banque Mondiale dans le cadre du programme d'urgence infrastructures (4,4 milliards), du Projet Multisectoriel de Lutte contre le SIDA (1,3 milliard) et du Projet de Gouvernance et de Développement Institutionnel (0,6 milliard).

La Banque Africaine de Développement a également soutenu le programme de renforcement des capacités par un don de 0,5 milliard.

### II.2.6 Les actions de sortie de crise

Les actions de sortie de crise prévues à 78,6 milliards, ont été exécutées à hauteur de 58,5 milliards dont 52,5 milliards sur les ressources intérieures. Les financements extérieurs prévus pour 21 milliards ont été décaissés à hauteur de 6 milliards pour l'organisation des élections.

Les dépenses exécutées intègrent :

- ✓ la réduction des arriérés de primes de front à hauteur de 12,1 milliards ;
- ✓ la poursuite du redéploiement de l'administration pour 2,5 milliards;
- ✓ la rémunération de l'opérateur technique SAGEM chargé de la réalisation de l'identification, à hauteur de 19,3 milliards ;
- ✓ les activités de la Commission Electorale Indépendante et de supervision des opérations d'identification pour 11 milliards ;

- ✓ le financement des partis politiques et les actions de réconciliation nationale pour 3,3 milliards ;
- ✓ le programme d'insertion des ex-combattants pour 1,5 milliard ;
- ✓ et les activités du Centre de Commandement Intégré pour 1,1 milliard.

### II.3 - Dépenses de trésorerie

En marge des engagements de l'Etat inscrits au budget, certaines charges ont été exécutées sous forme d'opérations de trésorerie à hauteur de 273,2 milliards. Ces dépenses comprennent :

- ✓ 226,9 milliards consacrés au remboursement de divers emprunts et crédits relais souscrits en cours d'année ;
- ✓ 22,3 milliards affectés à la couverture des déficits de la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (CGRAE) pour un montant de 16,2 milliards et de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE) pour 6,1 milliards ;
- ✓ 10,1 milliards de remboursement des crédits de TVA ;
- ✓ 6,2 milliards de reversement de recettes de TVA au secteur de l'électricité ;
- ✓ 6,2 milliards de transferts au Fonds d'Entretien Routier, affectés à la réhabilitation des infrastructures routières ;
- ✓ et 1,7 milliard de dépenses liées à la construction du troisième pont.



### III- ANALYSE DES DEPENSES PAR GRANDES FONCTIONS

Par grandes fonctions, l'exécution des dépenses budgétaires qui se chiffre à fin juin 2009 à 1 368,1 milliards se décompose suivant les principaux domaines d'intervention de l'Etat comme suit :

- service de la dette publique : 497,1 milliards ;
- services généraux des administrations publiques : 284,7 milliards ;
- secteurs de la santé, de l'enseignement, de la formation et de la recherche 289,5 milliards ;
- secteur de la défense et de la sécurité : 120,2 milliards ;
- secteur du logement et des équipements collectifs : 58,2 milliards ;
- services chargés du développement et de la promotion des activités économiques : 73,8 milliards.

**Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses par grandes fonctions**

Dépenses par fonctions  (données en milliards de F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution				
	Collectif budgétaire	Opérations de trésorerie	TOTAL	Fin mars	Fin juin			TOTAL
					SIGFiP	Avances Non régularisées	Opération de trésorerie	
Service de dette publique	821,9	114,7	936,6	134,4	217,2	0,0	279,9	497,1
Services généraux des administrations publiques	414,7	91,5	506,3	111,1	174,8	31,6	78,3	284,7
<i>dont Institutions</i>	102,7	0,0	102,7	16,6	35,2	3,8	0,0	39,0
<i>Service généraux</i>	312,0	91,5	403,6	94,5	139,6	27,8	78,3	245,7
Défense	185,4	0,0	185,4	48,6	54,7	34,8	2,6	92,1
Ordre et Sécurité	107,4	0,0	107,4	14,5	26,1	2,0	0,0	28,1
Affaires Économiques	95,0	10,0	105,0	13,1	31,7	1,0	41,1	73,8
Protection de l'environnement	15,4	0,0	15,4	1,4	7,4	0,0	0,0	7,4
Logement et Equipements Collectifs	141,4	13,0	154,4	11,4	49,2	1,2	7,8	58,2
Santé	118,7	0,0	118,7	14,2	41,5	2,0	0,0	43,5
Loisirs, Culture et Culte	35,2	0,0	35,2	7,1	13,4	5,3	0,0	18,7
Enseignement, Formation et Recherche	543,9	0,0	543,9	104,2	241,2	4,8	0,0	246,0
Protection Sociale	50,5	0,0	50,5	9,0	18,1	0,5	0,0	18,6
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2529,5</b>	<b>229,2</b>	<b>2758,8</b>	<b>469,0</b>	<b>875,1</b>	<b>83,2</b>	<b>409,8</b>	<b>1368,1</b>

**Source : SIGFiP-DGBF-DGTCP**

#### ➤ Services généraux des administrations publiques

Les dépenses des services généraux des administrations publiques s'élèvent à 284,7 milliards et représentent 20,8% des dépenses globales exécutées. Elles comprennent 39 milliards de dépenses des institutions et 245,7 milliards des dépenses des autres services généraux.

➤ **Services de l'éducation et de la santé**

A fin juin, les dépenses des services de l'éducation et de la santé ont été exécutées à hauteur de 289,5 milliards sur des prévisions annuelles de 662,6 milliards, soit un taux d'exécution de 43,7%. Ces dépenses couvrent les frais de fonctionnement et les opérations d'investissement des secteurs de l'éducation et de la santé pour des montants respectifs de 246 milliards et de 43,5 milliards.

➤ **Logement et équipements collectifs**

Les dépenses effectuées par les administrations ayant en charge les domaines des infrastructures routières, de l'électrification, des bâtiments administratifs, des logements et des équipements collectifs ont été exécutées à hauteur de 58,2 milliards, représentant 37,7% des prévisions annuelles de 154,4 milliards.

➤ **Environnement et affaires économiques**

Les activités de préservation de l'environnement ainsi que celles liées à la promotion de l'agriculture, de l'élevage, des mines, de l'énergie et des services ont été exécutées à 73,8 milliards représentant 70,3% des prévisions annuelles.

Ces dépenses intègrent 29,9 milliards de subvention au secteur électricité et 6,2 milliards d'activités réalisées au moyen du Fonds d'entretien Routier (FER).

➤ **Forces de défense et de sécurité**

Les dépenses des Forces de Défense et de Sécurité se sont chiffrées à 120,2 milliards avec un taux d'exécution de 41,1% des prévisions annuelles.

**IV- ANALYSE DES DEPENSES PRO PAUVRES**

Dans la perspective d'atteindre les objectifs du millénaire en matière de réduction de la pauvreté, la Côte d'Ivoire consacre une part substantielle de ses ressources budgétaires aux dépenses contribuant à l'amélioration des conditions de vie des populations. Ainsi, au budget 2009, un montant de 838,8 milliards a été alloué aux dépenses de lutte contre la pauvreté dont 794,6 milliards pour les ressources intérieures.

Pour mieux appréhender les actions menées dans ces domaines et suivre leur mise en œuvre, des planchers trimestriels d'exécution ont été définis.

L'objectif du second trimestre 2009 fixé à un montant plancher de 398,1 milliards a été exécuté à hauteur de 98,1% avec un niveau de 390,5 milliards. Le montant exécuté comprend 348,7 milliards de dépenses à travers le SIGFiP et 41,8 milliards de dépenses effectuées sur avances de trésorerie non encore régularisées et au titre d'autres opérations de trésorerie. Ces réalisations enregistrent un accroissement de 233,6 milliards par rapport au niveau du premier trimestre de 156,9 milliards.

Ces dépenses ont été effectuées essentiellement dans les domaines de :

- l'agriculture et des ressources halieutiques avec un montant de 24,1 milliards ;
- l'éducation à hauteur de 261 milliards ;
- la santé pour 46,1 milliards ;
- l'énergie pour 5,3 milliards ;
- les routes et ouvrages d'art pour 20,3 milliards ;
- la décentralisation à hauteur de 15,4 milliards.

➤ **Agriculture, développement rural et ressources halieutiques**

Les dépenses liées aux activités d'encadrement et de promotion des secteurs agricole et des ressources halieutiques ont été exécutées à hauteur de 24,1 milliards, soit 46,5% des dotations budgétaires.

Outre les charges de personnel, ces dépenses prennent en compte 5 milliards de subvention à la filière coton et 6,6 milliards utilisés pour les activités d'appui et de formation des acteurs de ces secteurs.

Les dépenses liées aux actions de promotion de la valorisation des terres ont été exécutées à hauteur de 9,9 milliards dont 5,1 milliards financés par le Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) avec 4,3 milliards réglés et 4,8 milliards destinés au Projet National de Gestion des Terroirs et de l'Équipement Rural (PNGTER).

Ces réalisations prennent en compte également, les activités de développement de la filière rizicole à travers un appui à l'aménagement hydro-agricole, à la pêche, à l'élevage et à la production laitière pour 0,9 milliard.

➤ **Education**

Le secteur de l'éducation qui absorbe une part importante des crédits affectés aux dépenses pro pauvres enregistre à fin juin, un niveau d'exécution de 261 milliards correspondant à 48,6% des dotations annuelles.

Ces réalisations connaissent un accroissement de 157,1 milliards par rapport à leur niveau au premier trimestre essentiellement en rapport avec l'organisation des examens et le paiement des subventions.

Outre les salaires, ces dépenses prennent en compte la subvention aux écoles privées pour 26,9 milliards, les bourses et les transports des élèves et étudiants pour 10,2 milliards et les kits scolaires pour 1,2 milliard.

Elles intègrent également les opérations effectuées dans le cadre de la réhabilitation des établissements scolaires et de formation pour 2,6 milliards.

➤ **Santé**

Les dépenses du secteur de la santé ont été exécutées au premier semestre à hauteur de 46,1 milliards, soit 38,8% des prévisions annuelles. Les dispositions d'accélération de l'exécution des dépenses de ce secteur seront prises pour rattraper dans les mois à venir ce faible niveau enregistré.

Ces opérations exécutées comprennent 12,2 milliards de dépenses ayant permis d'améliorer le plateau technique des CHU et des institutions médicales spécialisées telles que l'INFAS, l'Institut Raoul Follereau et l'Institut de Cardiologie d'Abidjan. Ces réalisations intègrent également les activités liées au programme élargi de vaccination et à la lutte contre les pathologies et les endémies telles que le paludisme, l'ulcère de buruli et le diabète, ainsi que l'achat de médicaments pour 1,1 milliard.

Les dépenses de lutte contre le VIH SIDA se sont chiffrées à 2,2 milliards.

➤ **Activités liées à l'énergie et aux infrastructures routières**

Les dotations consacrées à l'amélioration du réseau routier et aux activités de promotion et de facilitation de l'accès à l'électricité et à l'eau potable ont été exécutées à hauteur de 26,2 milliards, soit 53% des dotations annuelles.

Les dépenses se rapportant à l'accès à l'électricité ont couvert notamment le renforcement de la distribution de l'électricité à travers l'extension du réseau de moyenne tension.

Les travaux routiers et les constructions d'ouvrages d'art ont été exécutés à hauteur de 20,3 milliards dont 6,2 milliards financés sur le Fonds d'Entretien Routier (FER) et 4,5 milliards consacrés au programme d'urgence d'infrastructures urbaines.

➤ **Politique de décentralisation**

En plus des moyens affectés aux collectivités décentralisées pour intervenir dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture, des transferts d'un montant de 15,4 milliards ont été engagés pour couvrir leurs charges de fonctionnement et assurer la poursuite de leurs interventions dans les autres secteurs.

## V- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES

Les dépenses payées au cours du premier semestre 2009 se chiffrent à 1024,6 milliards.

Elles concernent essentiellement le service de la dette à hauteur de 334,8 milliards, les salaires pour 388 milliards, les charges de fonctionnement des services et autres interventions de l'Etat à concurrence de 300 milliards.

Ces paiements ont été effectués à partir des mandats pris en charge pour 531,7 milliards, par des procédures d'avances à hauteur de 83,2 milliards et au titre d'autres opérations de trésorerie pour 409,8 milliards.

### **V.1 - Mandats mis en règlement**

Les dépenses réglées sur la base des mandats pris en charge par les comptables publics concernent principalement les opérations effectuées au titre du service de la dette publique, et celles réalisées par les services des secteurs de l'éducation, de la santé, de la sécurité, de la défense et des services généraux de l'administration publique.

Les règlements concernant la **dette publique** s'élèvent à 54,9 milliards dont 49,3 milliards au titre de la dette extérieure. Les remboursements de capital se chiffrent à 37,6 milliards.

Les paiements effectués sur la base de mandats pris en charge au profit du **secteur de l'enseignement, de la formation et de la recherche** qui se situent à 188,9 milliards concernent essentiellement les activités menées au niveau de l'enseignement supérieur pour 39,4 milliards, de l'enseignement de base pour 117,4 milliards et de l'enseignement technique et professionnel à concurrence de 17,8 milliards.

Les dépenses des **services généraux des administrations publiques** réglées à hauteur de 120,3 milliards, comprennent 31,5 milliards au titre des charges des institutions nationales et 88,8 milliards pour les services généraux des ministères techniques à l'exception des secteurs sociaux, de la défense et de la sécurité.

Au niveau des **secteurs de la santé et de la protection sociale**, les opérations de réhabilitation et d'équipement des Centres Hospitaliers Universitaires et des centres de santé spécialisés mises en règlement se chiffrent à 15,5 milliards. Les engagements liés aux pensions de retraite ont été pris en compte pour 12,7 milliards.

S'agissant du **secteur de la défense et de la sécurité**, les dépenses effectuées ont été mises en règlement à hauteur de 66,9 milliards dont 37,4 milliards au titre des activités des services de la défense.

### **V.2 - Avances non régularisées**

Les avances de trésorerie non encore régularisées à fin juin sont de 83,2 milliards se rapportant essentiellement aux dépenses de personnel, de fonctionnement, de sortie de crise et d'investissement.

Les **dépenses de personnel** exécutées sous forme d'avances de trésorerie mais non encore régularisées s'élèvent à 35,8 milliards. Elles comprennent 18,5 milliards de frais de personnel militaire, 16,1 milliards au titre des salaires des fonctionnaires de l'administration civile et 1,2 milliard pour le personnel des institutions.

Les avances non encore régularisées se rapportant aux dépenses de **fonctionnement des services** de l'Etat, qui se chiffrent à 23,8 milliards comprennent principalement 8,7 milliards d'approvisionnement des régisseurs hors dépenses liées à la crise, 3,2 milliards pour l'achat des biens et services. Elles prennent également en compte les dépenses des Forces de Défense et de Sécurité pour 11,1 milliards ayant couvert les frais d'alimentation, de transport et de logement.

Les dépenses exécutées en avances de trésorerie non encore régularisées se rapportant aux projets d'investissement se chiffrent à 2,8 milliard dont 2 205 milliard au titre des transferts au profit du Projet d'Appui à la Gestion Durable des Ressources Halieutiques (PAGDRH) et du Projet d'Appui Post-Crise.

**Les opérations de sortie de crise** financées sous forme d'avances de trésorerie non encore régularisées se chiffrent à 20,8 milliards. Elles comprennent 5,1 milliards de primes de front, 7,3 milliards au titre des opérations d'identification menées par SAGEM, 7,1 milliards de dépenses effectuées par les autres structures impliquées dans l'opération d'identification. Le financement des partis politiques se chiffrent à 1,3 milliards.

### V.3 - Opérations de trésorerie

Les autres opérations de trésorerie ayant fait l'objet de paiement par les comptes publics se chiffrent à 409,8 milliards. Ce montant est composé à 33,3% des opérations du trésor adossées à des crédits budgétaires mais non encore ordonnancées et à 66,7% des opérations de trésorerie non budgétaires.

**Les opérations de trésorerie ayant un support budgétaire** mais non encore ordonnancées d'un montant de 136,5 milliards concernent, entre autres, les règlements de la dette publique non ordonnancés dans le SIGFiP (53 milliards), la charge patronale et les divers prélèvements sur salaire non encore reversés (39,6 milliards), la subvention au secteur électricité (29,9 milliards) et les investissements en milieu rural financés par le FIMR (5,1 milliards dont 4,3 milliards effectivement réglés).

**Les opérations de trésorerie non budgétaires** d'un montant de 273,2 milliards prennent en compte le remboursement des emprunts de moins d'un an (226,9 milliards), les subventions pour la couverture des déficits de la CNCE et de la CGRAE (22,3 milliards) et le remboursement des crédits de TVA (10,1 milliards).

Elles intègrent également le reversement de TVA au secteur de l'électricité (6,2 milliards) et l'investissement financé par le Fonds d'Entretien Routier (6,2 milliards).

**CONCLUSION**

Au terme du premier semestre, la gestion budgétaire se caractérise par une bonne mobilisation des ressources et une gestion rationnelle des crédits budgétaires.

Dans le cadre de la mise en œuvre des engagements du programme économique et financier, les critères liés notamment à la réduction des arriérés et au plafond des avances ont été respectés.

Cependant, les dispositions qui ont permis l'amélioration du niveau d'exécution des dépenses pro-pauvres et des dépenses sociales au second trimestre, au regard du faible niveau enregistré au premier trimestre, devront être renforcées pour garantir l'atteinte des objectifs annuels.

Parallèlement, des dispositions spécifiques doivent être prises pour contenir les charges de fonctionnement de l'Etat, particulièrement de la masse salariale, à travers un suivi rigoureux par les acteurs de la gestion budgétaire concerné.

Le respect de ces engagements devrait garantir la mise en œuvre satisfaisante de la première année du programme économique et financier 2009-2011 et favoriser l'atteinte dans les plus brefs délais, du point d'achèvement de l'Initiative PPTE.

**Le Ministre de l'Economie  
et des Finances**



**DIBY KOFFI Charles**

---

# ANNEXES

---

**Annexe 1** : Cadrage Budgétaire à fin juin 2009

**Annexe 2** : Evolution des recettes fiscales budgétaires à fin juin 2009

**Annexe 3** : Exécution budgétaire des dépenses par grandes natures à fin juin 2009

**Annexe 4** : Exécution budgétaire des dépenses par secteurs et par fonctions à fin juin 2009

**Annexe 5** : Exécution budgétaire détaillée des dépenses par grandes natures à fin juin 2009

**Annexe 6** : Exécution budgétaire détaillée des dépenses par secteurs et par fonctions à fin juin 2009

**Annexe 7** : Exécution budgétaire des dépenses par ministères et par institutions à fin juin 2009

**Annexe 8** : Exécution du budget des ministères et institutions par grandes natures à fin juin 2009

**Annexe 9** : Situation d'exécution des dépenses sociales à fin juin 2009

**Annexe 10** : Exécution des dépenses pro pauvres à fin juin 2009

**ANNEXE 1 :**  
**CADRAGE BUDGETAIRE**  
**(Etat de réalisation à fin juin 2009)**

LIBELLE (Données en milliards de francs CFA)	Collectif budgétaire	Fin juin		LIBELLE (Données en milliards de francs CFA)	Collectif budgétaire	Fin juin	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
<b>RESSOURCES BUDGETAIRES (I)</b>	<b>2 529,6</b>	<b>1 198,7</b>	<b>1 126,5</b>	<b>DEPENSES BUDGETAIRES (I)</b>	<b>2 529,5</b>	<b>1 066,9</b>	<b>1 094,8</b>
<b>Ressources intérieures</b>	<b>1 994,7</b>	<b>913,1</b>	<b>892,0</b>	<b>Dettes publiques</b>	<b>821,9</b>	<b>287,6</b>	<b>270,2</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>1 750,7</b>	<b>825,2</b>	<b>859,6</b>	Dettes intérieures	420,9	79,1	104,4
DGI	862,6	431,0	520,7	<i>Principal</i>	390,4	67,7	75,8
TRESOR	7,0	3,6	3,6	<i>Intérêts</i>	30,5	11,4	28,6
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	881,1	390,6	335,3	Dettes extérieures	401,0	208,6	165,7
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>84,0</b>	<b>37,9</b>	<b>18,4</b>	<i>dont échéances rééchelonnables</i>	242,4	116,5	73,5
Privatisation et vente d'actifs	3,0	2,0	1,4	<i>Principal</i>	299,8	142,6	111,2
Transfert des entreprises	1,0	0,2	0,2	<i>Intérêts</i>	101,2	66,0	54,5
Fonds d'Investissement en milieu rural	10,0	5,0	5,1	<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>1 276,6</b>	<b>596,2</b>	<b>665,8</b>
Autres recettes non fiscales	70,0	30,7	11,7	Personnel	745,0	372,5	388,0
<b>Emprunts sur marchés monétaire et financier</b>	<b>160,0</b>	<b>50,0</b>	<b>14,0</b>	<i>dont solde militaire</i>	95,2	49,8	48,3
Emprunts obligataires	90,0	50,0	0,0	<i>Salaire des Institutions Nationales</i>	34,0	17,0	17,6
Bons du Trésor	70,0	0,0	14,0	Abonnement	40,8	17,3	45,3
<b>Ressources extérieures</b>	<b>534,8</b>	<b>285,7</b>	<b>234,5</b>	<i>dont régularisation passifs par compensation</i>			25,1
<b>Ressources exceptionnelles</b>	<b>450,4</b>	<b>249,8</b>	<b>203,0</b>	Autres dépenses de fonctionnement	490,8	206,4	232,4
<i>Échéances rééchelonnables</i>	242,4	116,5	73,5	<b>Dépenses de sortie de crise</b>	<b>148,6</b>	<b>78,6</b>	<b>58,5</b>
<i>Appuis budgétaires</i>	208,0	133,3	129,5	Financement intérieur	115,9	57,6	52,5
<i>FMI</i>	108,0	58,6	57,6	Financement extérieur	32,7	21,0	6,0
<i>Banque Mondiale</i>	100,0	74,7	71,9	<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>282,5</b>	<b>104,4</b>	<b>100,4</b>
<b>Financement extérieur</b>	<b>84,5</b>	<b>35,8</b>	<b>31,5</b>	Financement intérieur	230,7	89,6	74,9
Emprunts-projets	43,5	10,7	18,7	<i>dont Grands travaux d'investissement</i>	40,0	15,0	23,0
Dons-projets	8,2	4,1	6,8	<i>Investissement FIMR</i>	10,0	5,0	5,1
Dons-programme	32,7	21,0	6,0	Financement extérieur	51,8	14,8	25,5
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE (II)</b>	<b>330,3</b>	<b>295,1</b>	<b>534,6</b>	<i>Emprunts-projets</i>	43,5	10,7	18,7
TVA secteur électricité	10,0	5,0	8,1	<i>Dons-projets</i>	8,2	4,1	6,8
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	50,0	25,0	10,1	<b>OPERATIONS DE TRESORERIE (II)</b>	<b>229,2</b>	<b>122,0</b>	<b>273,2</b>
Prélèvement excédent pétrolier SIR	8,0	6,4	11,3	Remboursement divers emprunts	114,7	44,0	226,9
Divers emprunts et crédits relais	7,0	4,0	242,2	Remboursement de crédits de TVA	50,0	25,0	10,1
Avoirs sur avances de grands travaux d'investissement	15,6	15,0	15,0	Déficit CGRAE / Déficit CNCE	41,5	43,8	22,3
Don de la BAD pour apurement d'arriérés	171,4	171,4	183,9	Reversement TVA au secteur électricité	10,0	3,5	6,2
Don de la BAD pour les reformes économiques et financières	68,3	68,3	64,0	Transferts au Fonds d'Entretien Routier	13,0	5,7	6,2
<b>TOTAL GENERAL (I) + (II)</b>	<b>2 859,9</b>	<b>1 493,8</b>	<b>1 661,1</b>	Construction du 3e pont			1,7
<b>GAP (-) ou EXCEDENT (+)</b>			<b>293,0</b>	<b>TOTAL GENERAL (I) + (II)</b>	<b>2 758,8</b>	<b>1 188,9</b>	<b>1 368,1</b>
<b>Total Accumulation (+)/Réduction (-) Arriérés</b>			<b>-246,5</b>				
<i>Réduction arriérés fournisseurs</i>			<b>-52,8</b>				
<i>Accumulation arriérés dette intérieure et extérieure</i>			<b>89,0</b>				
<i>Réduction arriérés dette intérieure et extérieure</i>			<b>-282,7</b>				
<i>dont Banque Africaine de développement</i>			<b>-269,2</b>				

*Al.*

## ANNEXE 2

### EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES

(Etat de réalisation à fin juin 2009)

En milliards de FCFA	FIN JUIN		
	Collectif budgétaire	Objectif	Réalisation
<b>RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (hors compensations)</b>	<b>1 750,7</b>	<b>825,2</b>	<b>859,6</b>
<b>DGI</b>	<b>862,6</b>	<b>431,0</b>	<b>520,7</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>531,0</b>	<b>274,2</b>	<b>289,4</b>
<b>BIC pétrole et gaz</b>	<b>107,5</b>	<b>35,8</b>	<b>50,1</b>
- BIC pétrole	46,7	1,5	9,0
- BIC gaz	60,8	34,3	41,0
<b>Autres impôts directs hors pétrole et gaz</b>	<b>423,5</b>	<b>238,4</b>	<b>239,3</b>
- BIC hors pétrole	171,0	100,5	92,0
- Impôt synthétique et AIRSI	10,2	5,0	5,0
Impôts sur revenus et salaires	175,3	91,8	95,9
- Impôts sur traitement et salaire	155,3	80,9	83,8
- Contribution employeur (hors FDFP)	20,0	11,0	12,1
Contribution Reconstruction Nationale (CRN)	18,0	16,3	17,9
Impôts fonciers	7,0	4,3	4,6
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	42,0	20,4	23,9
<b>Impôts indirects</b>	<b>331,6</b>	<b>156,8</b>	<b>231,3</b>
TVA (hors part secteur électricité)	135,0	62,0	91,3
TPS	27,0	12,2	12,3
Taxes sur boissons et tabacs	15,2	8,3	7,9
Droits d'enregistrement et de timbre	113,0	56,9	101,3
<i>dont enregistrement café cacao</i>	<i>77,0</i>	<i>42,8</i>	<i>86,5</i>
Patentes et Licences	8,5	5,3	5,0
Taxes d'extraction pétrolière	11,7	1,5	2,9
Taxe d'extraction sur le gaz	15,2	7,4	8,5
Accises et autres taxes indirectes	6,0	3,1	2,1
<b>TRESOR</b>	<b>7,0</b>	<b>3,6</b>	<b>3,6</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>5,0</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>
Impôts sur revenus et salaires	4,0	2,2	2,2
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	1,0	0,3	0,3
<b>Impôts indirects</b>	<b>2,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>
RS 10%	0,0	0,0	0,0
Patentes et licences	0,0	0,0	0,0
Timbres et vignettes	2,0	1,2	1,2
Autres indirects	0,0	0,0	0,0
<b><u>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</u></b>	<b><u>881,1</u></b>	<b><u>390,6</u></b>	<b><u>335,3</u></b>
<b>Droits et taxes à l'importation</b>	<b>625,1</b>	<b>292,1</b>	<b>225,2</b>
Taxes sur produits pétroliers	180,0	83,4	70,9
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	445,1	208,7	154,3
<b>Taxes à l'exportation</b>	<b>256,0</b>	<b>98,4</b>	<b>110,1</b>

Selon la répartition des revenus de pétrole et de gaz entre le BIC pour 80% et la taxe d'extraction pour 20%, à fin juin, l'objectif des revenus de pétrole et de gaz en recettes fiscales et non fiscales totalisent 44,8 milliards dont 80% (35,8 milliards) pour le BIC et 20% (8,9 milliards) pour la taxe d'extraction pétrolière.

**ANNEXE 3:**

**EXECUTION BUDGETAIRE PAR GRANDES NATURES DE DEPENSES**  
(Situation à fin juin 2009)

Natures de Dépense (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
<b>REMBOURSEMENT DE CAPITAL</b>	<b>690 190 455 019</b>	<b>114 700 000 000</b>	<b>804 890 455 019</b>	<b>134 442 548 859</b>	<b>134 442 548 859</b>		<b>279 471 291 700</b>	<b>413 913 840 559</b>	<b>37 630 000 000</b>	<b>317 101 291 700</b>
<b>INTERETS ET FRAIS FINANCIERS</b>	<b>131 733 573 147</b>		<b>131 733 573 147</b>	<b>82 730 256 587</b>	<b>82 730 256 587</b>		<b>429 965 800</b>	<b>83 160 222 387</b>	<b>17 230 000 000</b>	<b>17 659 965 800</b>
<b>TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT</b>	<b>489 336 981 992</b>	<b>51 537 000 000</b>	<b>540 873 981 992</b>	<b>204 489 223 395</b>	<b>195 997 625 294</b>	<b>28 014 000 000</b>	<b>64 324 000 000</b>	<b>288 335 625 294</b>	<b>100 838 123 336</b>	<b>193 176 123 336</b>
<i>dont Déficit CGRAE / Déficit CNCE</i>	<i>25 475 000 000</i>	<i>41 537 000 000</i>	<i>67 012 000 000</i>	<i>12 737 500 000</i>	<i>12 737 500 000</i>		<i>22 255 000 000</i>	<i>34 992 500 000</i>		<i>22 255 000 000</i>
<i>Subvention / Reversement TVA au Secteur Electricité</i>		<i>10 000 000 000</i>	<i>10 000 000 000</i>				<i>36 069 000 000</i>	<i>36 069 000 000</i>		<i>36 069 000 000</i>
<b>DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>745 024 266 555</b>		<b>745 024 266 555</b>	<b>335 844 108 606</b>	<b>312 654 656 408</b>	<b>35 785 000 000</b>	<b>39 598 000 000</b>	<b>388 037 656 408</b>	<b>312 654 656 408</b>	<b>388 037 656 408</b>
<i>dont Traitements et salaires</i>	<i>560 982 939 944</i>		<i>560 982 939 944</i>	<i>234 093 753 673</i>	<i>213 218 708 682</i>	<i>34 605 000 000</i>	<i>36 998 000 000</i>	<i>284 821 708 682</i>	<i>213 218 708 682</i>	<i>284 821 708 682</i>
<b>ACHATS DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>266 315 278 395</b>		<b>266 315 278 395</b>	<b>135 852 194 740</b>	<b>106 358 450 761</b>	<b>14 200 000 000</b>		<b>120 558 450 761</b>	<b>48 984 414 339</b>	<b>63 184 414 339</b>
<b>EQUIPEMENTS COLLECTIFS</b>	<b>159 567 236 248</b>	<b>13 000 000 000</b>	<b>172 567 236 248</b>	<b>48 047 992 290</b>	<b>41 909 654 262</b>	<b>78 000 000</b>	<b>12 898 000 000</b>	<b>54 885 654 262</b>	<b>13 911 944 474</b>	<b>26 887 944 474</b>
<b>AUTRES CHARGES COURANTES</b>	<b>47 352 403 802</b>	<b>50 000 000 000</b>	<b>97 352 403 802</b>	<b>1 058 817 157</b>	<b>1 053 684 425</b>	<b>5 083 000 000</b>	<b>13 074 000 000</b>	<b>19 210 684 425</b>	<b>425 229 755</b>	<b>18 582 229 755</b>
<i>dont Remboursement de crédits de TVA</i>							<i>10 100 000 000</i>	<i>10 100 000 000</i>		<i>10 100 000 000</i>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 529 520 195 158</b>	<b>229 237 000 000</b>	<b>2 758 757 195 158</b>	<b>942 465 141 634</b>	<b>875 146 876 596</b>	<b>83 160 000 000</b>	<b>409 795 257 500</b>	<b>1 368 102 134 096</b>	<b>531 674 368 312</b>	<b>1 024 629 625 812</b>
<i>dont Remboursement service de Dette Publique</i>	<i>821 924 028 166</i>	<i>114 700 000 000</i>	<i>936 624 028 166</i>	<i>217 172 805 446</i>	<i>217 172 805 446</i>		<i>279 901 257 500</i>	<i>497 074 062 946</i>		<i>279 901 257 500</i>
<i>Déficit CGRAE / Déficit CNCE</i>	<i>25 475 000 000</i>	<i>41 537 000 000</i>	<i>67 012 000 000</i>	<i>12 737 500 000</i>	<i>12 737 500 000</i>		<i>22 255 000 000</i>	<i>34 992 500 000</i>		<i>22 255 000 000</i>
<i>Subvention / Reversement TVA au Secteur Electricité</i>		<i>10 000 000 000</i>	<i>10 000 000 000</i>				<i>36 069 000 000</i>	<i>36 069 000 000</i>		<i>36 069 000 000</i>
<i>Personnel</i>	<i>745 024 266 555</i>		<i>745 024 266 555</i>	<i>335 844 108 606</i>	<i>312 654 656 408</i>	<i>35 785 000 000</i>	<i>39 598 000 000</i>	<i>388 037 656 408</i>		<i>75 383 000 000</i>
<i>Approvisionnement Fonds d'Entretien Routier</i>		<i>13 000 000 000</i>	<i>13 000 000 000</i>				<i>6 150 000 000</i>	<i>6 150 000 000</i>		<i>6 150 000 000</i>
<i>Investissement FIMR</i>	<i>10 000 000 000</i>		<i>10 000 000 000</i>				<i>5 054 000 000</i>	<i>5 054 000 000</i>		<i>5 054 000 000</i>
<i>Dépenses de sortie de crise</i>							<i>6 000 000 000</i>			<i>6 000 000 000</i>
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>		<i>50 000 000 000</i>	<i>50 000 000 000</i>				<i>10 100 000 000</i>	<i>10 100 000 000</i>		<i>10 100 000 000</i>

Source: SIGFIP-DGBF

**ANNEXE 4 :**  
**EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTEURS ET PAR FONCTIONS**  
(Situation à fin juin 2009)

Secteurs et fonctions (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
<b>Service de la dette publique</b>	<b>821 924 028 166</b>	<b>114 700 000 000</b>	<b>936 624 028 166</b>	<b>217 172 805 446</b>	<b>217 172 805 446</b>		<b>279 901 257 500</b>	<b>497 074 062 946</b>	<b>54 860 000 000</b>	<b>334 761 257 500</b>
- Dette publique intérieure	420 944 917 111	114 700 000 000	535 644 917 111	54 931 877 000	54 931 877 000		276 405 257 500	331 337 134 500	5 560 000 000	281 965 257 500
- Dette publique extérieure	400 979 111 055		400 979 111 055	162 240 928 446	162 240 928 446		3 496 000 000	165 736 928 446	49 300 000 000	52 796 000 000
<b>Services généraux des administrations publiques</b>	<b>414 718 058 198</b>	<b>91 537 000 000</b>	<b>506 255 058 198</b>	<b>183 961 791 475</b>	<b>174 782 992 475</b>	<b>31 634 054 002</b>	<b>78 327 000 000</b>	<b>284 744 046 477</b>	<b>120 327 353 469</b>	<b>230 288 407 471</b>
Institutions	102 678 829 237		102 678 829 237	36 284 446 423	35 212 210 463	3 826 750 000		39 038 980 463	31 522 136 844	35 348 886 844
Services Généraux	312 039 228 961	91 537 000 000	403 576 228 961	147 697 345 052	139 570 782 012	27 807 304 002	78 327 000 000	245 705 086 014	88 805 216 625	194 939 520 627
dont Déficit CGRAE / Déficit CNCE	25 475 000 000	41 537 000 000	67 012 000 000	12 737 500 000	12 737 500 000		22 255 000 000	34 992 500 000		22 255 000 000
Remboursement de crédits de TVA		50 000 000 000	50 000 000 000				10 100 000 000	10 100 000 000		10 100 000 000
<b>Défense</b>	<b>185 418 690 638</b>		<b>185 418 690 638</b>	<b>68 412 662 830</b>	<b>54 730 564 743</b>	<b>34 799 000 000</b>	<b>2 600 000 000</b>	<b>92 129 564 743</b>	<b>42 265 833 992</b>	<b>79 664 833 992</b>
Services Sociaux	8 497 719 108		8 497 719 108	1 042 287 915	699 883 491			699 883 491	146 744 000	146 744 000
Services militaires	73 937 689 853		73 937 689 853	33 819 507 959	21 425 424 085	22 251 804 286	2 600 000 000	46 277 228 371	20 097 744 533	44 949 548 819
Services de gendarmerie	41 691 480 536		41 691 480 536	17 719 278 621	17 412 947 098	12 547 195 714		29 960 142 812	17 284 155 210	29 831 350 924
Autres Affaires Militaires	61 291 801 141		61 291 801 141	15 831 588 335	15 192 310 069			15 192 310 069	4 737 190 249	4 737 190 249
<b>Ordre et Sécurité</b>	<b>107 406 335 810</b>		<b>107 406 335 810</b>	<b>43 832 626 987</b>	<b>26 058 915 912</b>	<b>1 993 640 700</b>		<b>28 052 556 612</b>	<b>24 602 563 412</b>	<b>26 596 204 112</b>
Service de Police	86 236 202 681		86 236 202 681	35 024 759 368	18 010 744 560	1 973 640 700		19 984 385 260	17 337 461 746	19 311 102 446
Services judiciaires	19 318 204 089		19 318 204 089	8 356 308 703	7 847 428 366	20 000 000		7 867 428 366	7 248 374 846	7 268 374 846
Etablissements Pénitentiers et Education surveillées	1 851 929 040		1 851 929 040	451 558 916	200 742 986			200 742 986	16 726 820	16 726 820
<b>Affaires Économiques</b>	<b>95 005 651 430</b>	<b>10 000 000 000</b>	<b>105 005 651 430</b>	<b>36 763 795 991</b>	<b>31 673 785 999</b>	<b>973 076 448</b>	<b>41 123 000 000</b>	<b>73 769 862 447</b>	<b>26 334 938 020</b>	<b>68 431 014 468</b>
Activités Végétales et Halieutiques	44 911 584 639		44 911 584 639	16 293 671 034	12 713 506 978		5 054 000 000	17 767 506 978	10 269 211 800	15 323 211 800
Activités Minières et Énergétiques	1 055 596 468	10 000 000 000	11 055 596 468	506 901 650	412 150 744		36 069 000 000	36 481 150 744	501 432 138	36 570 432 138
dont Subvention / Reversement TVA au Secteur Électricité		10 000 000 000	10 000 000 000				36 069 000 000	36 069 000 000		36 069 000 000
Activités de transport et télécommunication	24 247 233 645		24 247 233 645	4 535 153 816	4 322 965 626	151 220 000		4 474 185 626	3 435 764 584	3 586 984 584
Activités Industrielles et autres Services	24 791 236 678		24 791 236 678	15 428 069 491	14 225 162 651	821 856 448		15 047 019 099	12 128 529 498	12 950 385 946
<b>Protection de l'environnement</b>	<b>15 427 709 941</b>		<b>15 427 709 941</b>	<b>7 899 712 051</b>	<b>7 401 540 413</b>			<b>7 401 540 413</b>	<b>6 797 248 963</b>	<b>6 797 248 963</b>
<b>Logement et Equipements Collectifs</b>	<b>141 389 717 419</b>	<b>13 000 000 000</b>	<b>154 389 717 419</b>	<b>51 126 850 350</b>	<b>49 173 001 843</b>	<b>1 218 397 534</b>	<b>7 844 000 000</b>	<b>58 235 399 377</b>	<b>9 522 354 216</b>	<b>18 584 751 750</b>
Santé	118 712 871 483		118 712 871 483	45 705 571 662	41 500 696 239	1 954 787 660		43 455 483 899	36 312 014 842	38 266 802 502
Loisirs, Culture et Culte	35 208 879 477		35 208 879 477	16 025 752 210	13 381 646 947	5 272 683 158		18 654 330 105	6 310 439 454	11 583 122 612
Enseignement, Formation et Recherche	543 850 254 752		543 850 254 752	251 470 614 618	241 177 529 575	4 813 370 499		245 990 900 074	188 900 495 608	193 713 866 107
Protection Sociale	50 457 997 844		50 457 997 844	20 092 958 014	18 093 397 004	500 990 000		18 594 387 004	15 441 126 336	15 942 116 336
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 529 520 195 158</b>	<b>229 237 000 000</b>	<b>2 758 757 195 158</b>	<b>942 465 141 634</b>	<b>875 146 876 596</b>	<b>83 160 000 000</b>	<b>409 795 257 500</b>	<b>1 368 102 134 096</b>	<b>531 674 368 312</b>	<b>1 024 629 625 812</b>
dont Remboursement service de Dette Publique	821 924 028 166	114 700 000 000	936 624 028 166	217 172 805 446	217 172 805 446		135 010 000 000	352 182 805 446		135 010 000 000
Déficit CGRAE / Déficit CNCE	25 475 000 000	41 537 000 000	67 012 000 000	12 737 500 000	12 737 500 000		22 255 000 000	34 992 500 000		22 255 000 000
Subvention / Reversement TVA au Secteur Électricité		10 000 000 000	10 000 000 000				36 069 000 000	36 069 000 000		36 069 000 000
Personnel	745 024 266 555		745 024 266 555	335 844 108 606	312 654 656 408	35 785 000 000	39 598 000 000	388 037 656 408		75 383 000 000
Approvisionnement Fonds d'Entretien Routier		13 000 000 000	13 000 000 000				6 150 000 000	6 150 000 000		6 150 000 000
Investissement FIMR	10 000 000 000		10 000 000 000				5 054 000 000	5 054 000 000		5 054 000 000
Dépenses de sortie de crise							6 000 000 000	6 000 000 000		6 000 000 000
Remboursement de crédits de TVA		50 000 000 000	50 000 000 000				10 100 000 000	10 100 000 000		10 100 000 000

Source: SIGFIP-DGBF

**ANNEXE 5 :**

**EXECUTION BUDGETAIRE DETAILLEE PAR GRANDES NATURES DE DEPENSES**  
(Situation à fin juin 2009)

Natures de Dépense (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (D) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
<b>REMBOURSEMENT DE CAPITAL</b>	<b>690 190 455 019</b>	<b>114 700 000 000</b>	<b>804 890 455 019</b>	<b>134 442 548 859</b>	<b>134 442 548 859</b>		<b>279 471 291 700</b>	<b>413 913 840 559</b>	<b>37 630 000 000</b>	<b>317 101 291 700</b>
Dette Intérieure	390 431 547 839		390 431 547 839	26 313 223 137	26 313 223 137		276 405 257 500	302 718 480 637	2 930 000 000	279 335 257 500
BCEAO	19 698 600 123		19 698 600 123	9 775 707 315	9 775 707 315			9 775 707 315		
Banques commerciales	6 629 669 169		6 629 669 169	3 446 553 542	3 446 553 542			3 446 553 542	2 180 000 000	2 180 000 000
Autres	364 103 278 547		364 103 278 547	13 090 962 280	13 090 962 280		276 405 257 500	289 496 219 780	750 000 000	277 155 257 500
Dette Extérieure	299 758 907 180		299 758 907 180	108 129 325 722	108 129 325 722		3 066 034 200	111 195 359 922	34 700 000 000	37 766 034 200
Multilatéraux	93 688 765 966		93 688 765 966	46 227 741 573	46 227 741 573			46 227 741 573	31 160 000 000	31 160 000 000
Bilatéraux	161 888 021 350		161 888 021 350	39 948 803 232	39 948 803 232			39 948 803 232		
Autres	44 182 119 864		44 182 119 864	21 952 780 917	21 952 780 917		3 066 034 200	25 018 815 117	3 540 000 000	6 606 034 200
<b>INTERETS ET FRAIS FINANCIERS</b>	<b>131 733 573 147</b>		<b>131 733 573 147</b>	<b>82 730 256 587</b>	<b>82 730 256 587</b>		<b>429 965 800</b>	<b>83 160 222 387</b>	<b>17 230 000 000</b>	<b>17 659 965 800</b>
Dette Intérieure	30 513 369 272		30 513 369 272	28 618 653 863	28 618 653 863			28 618 653 863	2 630 000 000	2 630 000 000
Dette Extérieure	101 220 203 875		101 220 203 875	54 111 602 724	54 111 602 724		429 965 800	54 541 568 524	14 600 000 000	15 029 965 800
<b>TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT</b>	<b>489 336 981 992</b>	<b>51 537 000 000</b>	<b>540 873 981 992</b>	<b>204 489 223 395</b>	<b>195 997 625 294</b>	<b>28 014 000 000</b>	<b>64 324 000 000</b>	<b>288 335 625 294</b>	<b>100 838 123 336</b>	<b>193 176 123 336</b>
Transferts aux Communes	13 114 146 000		13 114 146 000	3 916 061 000	3 143 561 000			3 143 561 000	527 061 000	527 061 000
Transferts aux Conseils généraux	24 435 854 000		24 435 854 000	9 423 785 000	9 423 785 000			9 423 785 000	2 898 794 000	2 898 794 000
Transferts et Subventions aux EP et SPP (1)	103 882 411 978	10 000 000 000	113 882 411 978	43 896 167 262	43 575 167 262		6 100 000 000	49 675 167 262	39 983 395 387	46 083 395 387
Transferts d'équilibre- Pensions retraite	25 475 000 000	31 537 000 000	57 012 000 000	12 737 500 000	12 737 500 000		16 155 000 000	28 892 500 000	12 737 500 000	28 892 500 000
Transferts et subventions aux institutions nationales	78 453 043 499		78 453 043 499	21 584 656 666	20 926 493 157			20 926 493 157	12 032 730 958	12 032 730 958
Transferts aux représentations à l'Etranger	19 504 246 413		19 504 246 413	7 774 955 770	6 833 710 464	572 000 000		7 405 710 464	2 006 265 435	2 578 265 435
Transferts aux institutions et organisations à buts non lucratif	99 737 489 720		99 737 489 720	53 096 389 027	51 487 001 027	8 050 000 000		59 537 001 027	984 487 500	9 034 487 500
Transferts aux menages	25 032 742 371		25 032 742 371	14 997 486 141	14 559 886 141	8 763 000 000		23 322 886 141	10 899 573 513	19 662 573 513
Autres transferts et interventions	99 702 048 011	10 000 000 000	109 702 048 011	37 062 222 529	33 310 521 243	10 629 000 000	42 069 000 000	86 008 521 243	18 768 315 543	71 466 315 543
dont Subvention / Reversement TVA au Secteur Electricité		10 000 000 000	10 000 000 000				36 069 000 000	36 069 000 000		36 069 000 000

**ANNEXE 5 (suite et fin):**

**EXECUTION BUDGETAIRE DETAILLEE PAR GRANDES NATURES DE DEPENSES**

(Situation à fin juin 2009)

Natures de Dépense (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (D) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
<b>DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>745 024 266 555</b>		<b>745 024 266 555</b>	<b>335 844 108 606</b>	<b>312 654 656 408</b>	<b>35 785 000 000</b>	<b>39 598 000 000</b>	<b>388 037 656 408</b>	<b>312 654 656 408</b>	<b>388 037 656 408</b>
Administration Centrale	624 753 919 447		624 753 919 447	254 131 407 677	231 996 465 703	34 605 000 000	39 598 000 000	306 199 465 703	231 996 465 703	306 199 465 703
Traitements et salaires	560 982 939 944		560 982 939 944	234 093 753 673	213 218 708 682	34 605 000 000	36 998 000 000	284 821 708 682	213 218 708 682	284 821 708 682
Indemnités	17 032 990 045		17 032 990 045	4 147 075 773	3 764 986 522			3 764 986 522	3 764 986 522	3 764 986 522
Cotisations Sociales (Part Patronale)	43 129 697 016		43 129 697 016	14 962 088 853	14 274 165 733		2 600 000 000	16 874 165 733	14 274 165 733	16 874 165 733
Autres	3 608 292 442		3 608 292 442	928 489 378	738 604 766			738 604 766	738 604 766	738 604 766
Etablissements Publics et Sociétés à Participation Publique	55 681 261 217		55 681 261 217	43 839 142 582	43 365 880 976			43 365 880 976	43 365 880 976	43 365 880 976
Institutions	33 541 717 763		33 541 717 763	16 540 666 017	16 420 101 017	1 180 000 000		17 600 101 017	16 420 101 017	17 600 101 017
Autres	31 047 368 128		31 047 368 128	21 332 892 330	20 872 208 712			20 872 208 712	20 872 208 712	20 872 208 712
-Ambassades	12 717 350 771		12 717 350 771	11 993 632 543	11 793 450 162			11 793 450 162	11 793 450 162	11 793 450 162
-Collectivités	5 875 000 000		5 875 000 000	2 937 500 000	2 937 500 000			2 937 500 000	2 937 500 000	2 937 500 000
-Divers	12 455 017 357		12 455 017 357	6 401 759 787	6 141 258 550			6 141 258 550	6 141 258 550	6 141 258 550
<b>ACHATS DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>266 315 278 395</b>		<b>266 315 278 395</b>	<b>135 852 194 740</b>	<b>106 358 450 761</b>	<b>14 200 000 000</b>		<b>120 558 450 761</b>	<b>48 984 414 339</b>	<b>63 184 414 339</b>
dont Achats de Fournitures	47 355 633 380		47 355 633 380	17 758 661 993	6 669 915 385	6 963 000 000		13 632 915 385	2 786 670 164	9 749 670 164
Dépenses d'entretien et de maintenance	21 937 461 072		21 937 461 072	10 302 866 271	4 492 446 166			4 492 446 166	1 976 804 307	1 976 804 307
Prestation de service	16 502 797 754		16 502 797 754	10 230 658 874	7 037 880 997			7 037 880 997	2 414 972 471	2 414 972 471
Assurances	1 009 233 530		1 009 233 530	586 504 011	563 851 036			563 851 036	22 990 898	22 990 898
Eau, Electricité, gaz, et autres sources d'énergie	34 270 306 657		34 270 306 657	26 924 221 075	25 930 631 516			25 930 631 516	17 978 862	17 978 862
Dépenses de communication	8 908 177 153		8 908 177 153	20 039 334 855	19 618 665 653			19 618 665 653	15 696 124 831	15 696 124 831
Loyers et charges locatives	1 366 076 400		1 366 076 400	799 041 271	708 627 540	2 344 000 000		3 052 627 540	245 030 000	2 589 030 000
Frais de transport et de mission	14 711 963 604		14 711 963 604	7 359 010 763	6 932 164 060	1 102 000 000		8 034 164 060	3 817 377 654	4 919 377 654
Autres achats de fournitures	61 718 762 611		61 718 762 611	14 446 444 621	13 403 848 281	3 791 000 000		17 194 848 281	4 709 520 061	8 500 520 061
<b>EQUIPEMENTS COLLECTIFS</b>	<b>159 567 236 248</b>	<b>13 000 000 000</b>	<b>172 567 236 248</b>	<b>48 047 992 290</b>	<b>41 909 654 262</b>	<b>78 000 000</b>	<b>12 898 000 000</b>	<b>54 885 654 262</b>	<b>13 911 944 474</b>	<b>26 887 944 474</b>
Equipement et matériel mobiliers	24 210 255 421		24 210 255 421	6 634 149 792	2 692 062 345			2 692 062 345	731 693 046	731 693 046
Infrastructures routières	41 390 196 395	13 000 000 000	54 390 196 395	14 227 267 098	13 448 468 929		6 150 000 000	19 598 468 929	473 782 265	6 623 782 265
Batiments	29 458 797 250		29 458 797 250	5 512 693 285	4 580 904 372	78 000 000		4 658 904 372	189 218 927	267 218 927
Hydraulique et Electrification	6 970 268 367		6 970 268 367	788 247 028	434 368 944			434 368 944		
Autres	57 537 718 815		57 537 718 815	20 885 635 087	20 753 849 672		6 748 000 000	27 501 849 672	12 517 250 236	19 265 250 236
dont construction 3e pont							1 694 000 000	1 694 000 000		1 694 000 000
investissement FIMR	10 000 000 000						5 054 000 000	5 054 000 000		5 054 000 000
<b>AUTRES CHARGES COURANTES</b>	<b>47 352 403 802</b>	<b>50 000 000 000</b>	<b>97 352 403 802</b>	<b>1 058 817 157</b>	<b>1 053 684 425</b>	<b>5 083 000 000</b>	<b>13 074 000 000</b>	<b>19 210 684 425</b>	<b>425 229 755</b>	<b>18 582 229 755</b>
dont carburant Forces de Défense et de Sécurité							2 974 000 000	2 974 000 000		2 974 000 000
remboursement de crédits de TVA							10 100 000 000	10 100 000 000		10 100 000 000
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 529 520 195 158</b>	<b>229 237 000 000</b>	<b>2 758 757 195 158</b>	<b>942 465 141 634</b>	<b>875 146 876 596</b>	<b>83 160 000 000</b>	<b>409 795 257 500</b>	<b>1 368 102 134 096</b>	<b>531 674 368 312</b>	<b>1 024 629 625 812</b>
dont Remboursement service de Dette Publique	821 924 028 166	114 700 000 000	936 624 028 166	217 172 805 446	217 172 805 446		279 901 257 500	497 074 062 946		279 901 257 500
Déficit CGRAE / Déficit CNCE	25 475 000 000	41 537 000 000	67 012 000 000	12 737 500 000	12 737 500 000		22 255 000 000	34 992 500 000		22 255 000 000
Subvention / Reversement TVA au Secteur Electricité		10 000 000 000	10 000 000 000				36 069 000 000	36 069 000 000		36 069 000 000
Personnel	745 024 266 555		745 024 266 555	335 844 108 606	312 654 656 408	35 785 000 000	39 598 000 000	388 037 656 408		75 383 000 000
Approvisionnement Fonds d'Entretien Routier		13 000 000 000	13 000 000 000				6 150 000 000	6 150 000 000		6 150 000 000
Investissement FIMR	10 000 000 000		10 000 000 000				5 054 000 000	5 054 000 000		5 054 000 000
Dépenses de sortie de crise							6 000 000 000	6 000 000 000		6 000 000 000
Remboursement de crédits de TVA		50 000 000 000	50 000 000 000				10 100 000 000	10 100 000 000		10 100 000 000

Source: SIGFIP-DGBF

**ANNEXE 6 :**  
**EXECUTION BUDGETAIRE DETAILLEE PAR SECTEURS ET PAR FONCTIONS**  
**(Situation à fin juin 2009)**

Secteurs et fonctions (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGIFP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
<b>Service de la dette publique</b>	<b>821 924 028 166</b>	<b>114 700 000 000</b>	<b>936 624 028 166</b>	<b>217 172 805 446</b>	<b>217 172 805 446</b>		<b>279 901 257 500</b>	<b>497 074 062 946</b>	<b>54 860 000 000</b>	<b>334 761 257 500</b>
- Dette publique intérieure	420 944 917 111	114 700 000 000	535 644 917 111	54 931 877 000	54 931 877 000		276 405 257 500	331 337 134 500	5 560 000 000	281 965 257 500
- Dette publique extérieure	400 979 111 055		400 979 111 055	162 240 928 446	162 240 928 446		3 496 000 000	165 736 928 446	49 300 000 000	52 796 000 000
<b>Services généraux des administrations publiques</b>	<b>414 718 058 198</b>	<b>91 537 000 000</b>	<b>506 255 058 198</b>	<b>183 961 791 475</b>	<b>174 782 992 475</b>	<b>31 634 054 002</b>	<b>78 327 000 000</b>	<b>284 744 046 477</b>	<b>120 327 353 469</b>	<b>230 288 407 471</b>
Institutions	102 678 829 237		102 678 829 237	36 264 446 423	35 212 210 463	3 826 750 000		39 038 960 463	31 522 136 844	35 348 886 844
- Organismes législatifs (Assemblée)	11 084 878 744		11 084 878 744	5 288 508 426	5 288 508 426			5 288 508 426	5 235 577 750	5 235 577 750
- Organes exécutifs (Présidence+ Primature)	79 651 636 053		79 651 636 053	25 425 045 292	25 425 045 292	2 620 750 000		28 045 795 292	22 233 499 333	24 854 249 333
- Autres institutions	11 942 314 440		11 942 314 440	5 550 892 705	4 498 656 745	1 206 000 000		5 704 656 745	4 053 059 761	5 259 059 761
Services Généraux	312 039 228 961	91 537 000 000	403 576 228 961	147 697 345 052	139 570 782 012	27 807 304 002	78 327 000 000	245 705 086 014	88 805 216 625	194 939 520 627
- Services Economiques et Financiers	62 594 530 786		62 594 530 786	29 785 378 816	26 913 577 528	24 004 142 118		50 917 719 646	22 288 783 121	46 292 925 239
- Autres Services	249 444 698 175	91 537 000 000	340 981 698 175	117 911 966 236	112 657 204 484	3 803 161 884	78 327 000 000	194 787 366 368	66 516 433 504	148 646 595 388
dont Déficit CGRAE / Déficit CNCE	25 475 000 000	41 537 000 000	67 012 000 000	12 737 500 000	12 737 500 000		22 255 000 000	34 992 500 000		22 255 000 000
Remboursement de crédits de TVA		50 000 000 000	50 000 000 000				10 100 000 000	10 100 000 000		10 100 000 000
<b>Défense</b>	<b>185 418 690 638</b>		<b>185 418 690 638</b>	<b>68 412 662 830</b>	<b>54 730 564 743</b>	<b>34 799 000 000</b>	<b>2 600 000 000</b>	<b>92 129 564 743</b>	<b>42 265 833 992</b>	<b>79 664 833 992</b>
Services Sociaux	8 497 719 108		8 497 719 108	1 042 287 915	699 883 491			699 883 491	146 744 000	146 744 000
Services militaires	73 937 689 853		73 937 689 853	33 819 507 959	21 425 424 085	22 251 804 286	2 600 000 000	46 277 228 371	20 097 744 533	44 949 548 819
Services de gendarmerie	41 691 480 536		41 691 480 536	17 719 278 621	17 412 947 098	12 547 195 714		29 960 142 812	17 284 155 210	29 831 350 924
Autres Affaires Militaires	61 291 801 141		61 291 801 141	15 831 588 335	15 192 310 069			15 192 310 069	4 737 190 249	4 737 190 249
dont baux administratifs	9 500 000 000		9 500 000 000	4 404 535 319	4 404 535 319			4 404 535 319	4 404 535 319	4 404 535 319
primes de front	26 400 000 000		26 400 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000			7 000 000 000		
<b>Ordre et Sécurité</b>	<b>107 406 335 810</b>		<b>107 406 335 810</b>	<b>43 832 626 987</b>	<b>26 058 915 912</b>	<b>1 993 640 700</b>		<b>28 052 556 612</b>	<b>24 602 563 412</b>	<b>26 596 204 112</b>
Service de Police	86 236 202 681		86 236 202 681	35 024 759 368	18 010 744 560	1 973 640 700		19 984 385 260	17 337 461 746	19 311 102 446
Services judiciaires	19 318 204 089		19 318 204 089	8 356 308 703	7 847 428 366	20 000 000		7 867 428 366	7 248 374 846	7 268 374 846
Etablissements Pénitenciers et Education surveillées	1 851 929 040		1 851 929 040	451 558 916	200 742 986			200 742 986	16 726 820	16 726 820
<b>Affaires Économiques</b>	<b>95 005 651 430</b>	<b>10 000 000 000</b>	<b>105 005 651 430</b>	<b>36 763 795 991</b>	<b>31 673 785 999</b>	<b>973 076 448</b>	<b>41 123 000 000</b>	<b>73 769 862 447</b>	<b>26 334 938 020</b>	<b>68 431 014 468</b>
Activités Végétales et Halieutiques	44 911 584 639		44 911 584 639	16 293 671 034	12 713 506 978		5 054 000 000	17 767 506 978	10 269 211 800	15 323 211 800
- Agriculture	38 966 413 343		38 966 413 343	13 148 342 350	11 095 917 473		5 054 000 000	16 149 917 473	8 889 380 304	13 943 380 304
- Elevage	5 945 171 296		5 945 171 296	3 145 328 684	1 617 589 505			1 617 589 505	1 379 831 496	1 379 831 496
Activités Minières et Énergétiques	1 055 596 468	10 000 000 000	11 055 596 468	506 901 650	412 150 744		36 069 000 000	36 481 150 744	501 432 138	36 570 432 138
dont Subvention / Reversement TVA au Secteur Electricité		10 000 000 000	10 000 000 000				36 069 000 000	36 069 000 000		36 069 000 000
Activités de transport et télécommunication	24 247 233 645		24 247 233 645	4 535 153 816	4 322 965 626	151 220 000		4 474 185 626	3 435 764 584	3 586 984 584
Activités Industrielles et autres Services	24 791 236 678		24 791 236 678	15 428 069 491	14 225 162 651	821 856 448		15 047 019 099	12 128 529 498	12 950 385 946
<b>Protection de l'environnement</b>	<b>15 427 709 941</b>		<b>15 427 709 941</b>	<b>7 899 712 051</b>	<b>7 401 540 413</b>			<b>7 401 540 413</b>	<b>6 797 248 963</b>	<b>6 797 248 963</b>
Lutte contre la pollution et Protection de l'environnement	13 449 311 941		13 449 311 941	6 882 381 452	6 805 387 605			6 805 387 605	6 396 067 238	6 396 067 238
Protection faune et flore	1 978 398 000		1 978 398 000	1 017 330 599	596 152 808			596 152 808	401 181 725	401 181 725
<b>Logement et Equipements Collectifs</b>	<b>141 389 717 419</b>	<b>13 000 000 000</b>	<b>154 389 717 419</b>	<b>51 126 850 350</b>	<b>49 173 001 843</b>	<b>1 218 397 534</b>	<b>7 844 000 000</b>	<b>58 235 399 377</b>	<b>9 522 354 216</b>	<b>18 584 751 750</b>
Alimentation en eau	5 286 125 000		5 286 125 000	778 829 658	594 718 125			594 718 125	594 004 000	594 004 000
Electrification	34 636 611 721		34 636 611 721	5 362 226 847	5 273 128 523			5 273 128 523		
Infrastructures routières	54 317 885 459	13 000 000 000	67 317 885 459	22 980 957 269	21 961 840 594		6 150 000 000	28 111 840 594	2 435 240 001	8 585 240 001
Batiments administratifs et logements	10 108 805 464		10 108 805 464	3 445 536 970	3 379 636 806			3 379 636 806	428 069 563	428 069 563
Equipements des Collectivités Territoriales	12 193 142 520		12 193 142 520	7 486 896 000	7 486 896 000			7 486 896 000	3 425 855 000	3 425 855 000
Autres	24 847 147 255		24 847 147 255	11 072 403 606	10 476 781 795	1 218 397 534	1 694 000 000	13 389 179 329	2 639 185 652	5 551 583 186
dont dépenses de personnel	4 329 522 010		4 329 522 010	1 920 988 750	1 920 988 750			1 920 988 750	1 523 913 310	1 523 913 310
Construction 3e pont							1 694 000 000	1 694 000 000		1 694 000 000

**ANNEXE 6 (suite et fin):**  
**EXECUTION BUDGETAIRE DETAILLEE PAR SECTEURS ET PAR FONCTIONS**  
**(Situation à fin juin 2009)**

Secteurs et fonctions (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution Mandats visés CF (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
<b>Santé</b>	<b>118 712 871 483</b>		<b>118 712 871 483</b>	<b>45 705 571 662</b>	<b>41 500 696 239</b>	<b>1 954 787 660</b>		<b>43 455 483 899</b>	<b>36 312 014 842</b>	<b>38 266 802 502</b>
Médicaments et matériels biomédicaux	9 640 526 095	9 660 446 143	2 819 181 028	2 819 181 028	1 099 554 836	75 670 598		<b>1 175 225 434</b>	869 966 708	945 637 306
Services de santé de base et secondaire	8 925 369 531		8 925 369 531	3 958 070 767	2 833 638 962	70 057 178		<b>2 903 696 140</b>	776 700 610	846 757 788
Formation Agents de santé	5 824 780 800		5 824 780 800	2 191 841 183	2 121 650 279	45 719 979		<b>2 167 370 258</b>	2 057 832 991	2 103 552 970
CHU, Centres de Santé Spécialisés	33 887 778 089		33 887 778 089	16 598 723 857	16 418 669 697	265 992 584		<b>16 684 662 281</b>	15 484 334 565	15 750 327 149
Autres affaires liées à la santé	60 434 416 968		60 434 416 968	20 137 754 827	19 027 182 465	1 497 347 321		<b>20 524 529 786</b>	17 123 179 968	18 620 527 289
<i>dont Solde Santé</i>	<i>38 015 901 337</i>		<i>38 015 901 337</i>	<i>15 904 985 360</i>	<i>15 904 985 360</i>			<i>15 904 985 360</i>		
<b>Loisirs, Culture et Culte</b>	<b>35 208 879 477</b>		<b>35 208 879 477</b>	<b>16 025 752 210</b>	<b>13 381 646 947</b>	<b>5 272 683 158</b>		<b>18 654 330 105</b>	<b>6 310 439 454</b>	<b>11 583 122 612</b>
Affaires culturelles	13 759 736 358		13 759 736 358	8 333 358 019	7 996 265 296	63 500 000		<b>8 059 765 296</b>	1 813 835 809	1 877 335 809
Affaires Sportives	8 514 700 000		8 514 700 000	4 007 348 309	2 683 625 772	4 905 777 700		<b>7 589 403 472</b>	2 159 760 152	7 065 537 852
Communication	9 838 127 783		9 838 127 783	2 398 847 809	1 438 508 749			<b>1 438 508 749</b>	1 298 098 003	1 298 098 003
Autres	3 096 315 336		3 096 315 336	1 286 198 073	1 263 247 130	303 405 458		<b>1 566 652 588</b>	1 038 745 490	1 342 150 948
<b>Enseignement, Formation et Recherche</b>	<b>543 850 254 752</b>		<b>543 850 254 752</b>	<b>251 470 614 618</b>	<b>241 177 529 575</b>	<b>4 813 370 499</b>		<b>245 990 900 074</b>	<b>188 900 495 608</b>	<b>193 713 866 107</b>
Enseignement de base	319 627 007 938		319 627 007 938	125 564 835 009	121 612 849 950	7 901 214		<b>121 620 751 164</b>	117 470 770 003	117 478 671 218
Formation continue des adultes	7 072 734 482		7 072 734 482	3 166 517 463	3 107 908 291	174 839		<b>3 108 083 130</b>	2 915 563 866	2 915 738 704
Enseignement Secondaire	41 125 799 871		41 125 799 871	20 209 202 085	17 336 748 087	1 016 634		<b>17 337 764 721</b>	3 290 002 547	3 291 019 181
Enseignement Supérieur	80 491 927 705		80 491 927 705	57 294 264 827	56 601 244 395	89 424 021		<b>56 690 668 416</b>	39 376 634 260	39 466 058 281
Enseignement Technique et Professionnelle	53 355 052 094		53 355 052 094	27 012 208 003	25 574 542 007	16 950 000		<b>25 591 492 007</b>	17 763 342 385	17 780 292 385
Recherche	9 519 600 267		9 519 600 267	6 960 845 962	6 175 670 955	10 575 979		<b>6 186 246 934</b>	5 514 702 252	5 525 278 231
Autres	32 658 132 395		32 658 132 395	11 262 741 269	10 768 565 890	4 687 327 812		<b>15 455 893 702</b>	2 569 480 295	7 256 808 107
<i>dont transport des élèves et étudiants</i>	<i>9 900 000 000</i>		<i>9 900 000 000</i>	<i>4 950 000 000</i>	<i>4 950 000 000</i>			<i>4 950 000 000</i>	<i>2 475 000 000</i>	<i>2 475 000 000</i>
<b>Protection Sociale</b>	<b>50 457 997 844</b>		<b>50 457 997 844</b>	<b>20 092 958 014</b>	<b>18 093 397 004</b>	<b>500 990 000</b>		<b>18 594 387 004</b>	<b>15 441 126 336</b>	<b>15 942 116 336</b>
Protection des enfants et handicapés	13 634 610 282		13 634 610 282	1 810 562 210	1 657 329 514	142 990 000		<b>1 800 319 514</b>	828 045 731	971 035 731
Lutte contre le Chômage et l'exclusion	4 554 615 732		4 554 615 732	2 197 364 050	1 185 698 128			<b>1 185 698 128</b>	930 148 635	930 148 635
Service civique et réinsertion	3 000 000 000		3 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000			<b>1 500 000 000</b>	300 000 000	300 000 000
Pension de retraite	25 483 800 000		25 483 800 000	12 749 490 241	12 742 399 984			<b>12 742 399 984</b>	12 737 800 000	12 737 800 000
Autres protection sociale	3 784 971 830		3 784 971 830	1 835 541 513	1 007 969 378	358 000 000		<b>1 365 969 378</b>	645 131 970	1 003 131 970
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 529 520 195 158</b>	<b>229 237 000 000</b>	<b>2 758 757 195 158</b>	<b>942 465 141 634</b>	<b>875 146 876 596</b>	<b>83 160 000 000</b>	<b>409 795 257 500</b>	<b>1 368 102 134 096</b>	<b>531 674 368 312</b>	<b>1 024 629 625 812</b>
<i>dont Remboursement service de Dette Publique</i>	<i>821 924 028 166</i>	<i>114 700 000 000</i>	<i>936 624 028 166</i>	<i>217 172 805 446</i>	<i>217 172 805 446</i>		<i>135 010 000 000</i>	<i>352 182 805 446</i>		<i>135 010 000 000</i>
<i>Déficit CGRAE / Déficit CNCE</i>	<i>25 475 000 000</i>	<i>41 537 000 000</i>	<i>67 012 000 000</i>	<i>12 737 500 000</i>	<i>12 737 500 000</i>		<i>22 255 000 000</i>	<i>34 992 500 000</i>		<i>22 255 000 000</i>
<i>Subvention / Reversement TVA au Secteur Electricité</i>		<i>10 000 000 000</i>	<i>10 000 000 000</i>				<i>36 069 000 000</i>	<i>36 069 000 000</i>		<i>36 069 000 000</i>
<i>Personnel</i>	<i>745 024 266 555</i>		<i>745 024 266 555</i>	<i>335 844 108 606</i>	<i>312 654 656 408</i>	<i>35 785 000 000</i>	<i>39 598 000 000</i>	<i>388 037 656 408</i>		<i>75 383 000 000</i>
<i>Approvisionnement Fonds d'Entretien Routier</i>		<i>13 000 000 000</i>	<i>13 000 000 000</i>				<i>6 150 000 000</i>	<i>6 150 000 000</i>		<i>6 150 000 000</i>
<i>Investissement FIMR</i>	<i>10 000 000 000</i>		<i>10 000 000 000</i>				<i>5 054 000 000</i>	<i>5 054 000 000</i>		<i>5 054 000 000</i>
<i>Dépenses de sortie de crise</i>							<i>6 000 000 000</i>			<i>6 000 000 000</i>
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>		<i>50 000 000 000</i>	<i>50 000 000 000</i>				<i>10 100 000 000</i>	<i>10 100 000 000</i>		<i>10 100 000 000</i>

Source: SIGFIP-DGBF

**ANNEXE 7 :**  
**EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS**  
(Situation à fin juin 2009)

Ministères et Institutions (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en reglement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
01 REPRESENTATION NATIONALE	11 084 878 744		11 084 878 744	5 288 508 426	5 288 508 426	627 279 491		5 915 787 917	5 235 577 750	5 862 857 241
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	50 993 109 237		50 993 109 237	27 533 967 536	27 533 967 536	79 000 000		27 612 967 536	19 905 933 116	19 984 933 116
03 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	3 734 050 577		3 734 050 577	1 813 175 105	1 813 175 105	211 305 275		2 024 480 380	1 767 672 813	1 978 978 088
05 GRANDE CHANCELLERIE	609 902 054		609 902 054	236 880 494	236 880 494	34 513 598		271 394 092	232 508 496	267 022 094
06 PRIMATURE & SERVICE RATTACHES	17 496 435 016		17 496 435 016	8 429 032 459	7 520 358 094	2 541 750 000		10 062 108 094	5 055 618 167	7 597 368 167
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	1 042 731 312		1 042 731 312	307 878 601	265 566 101	59 006 867		324 572 968	254 925 000	313 931 867
08 MEDIATURE	373 887 383		373 887 383	92 474 228	92 474 228	21 157 822		113 632 050	84 294 718	105 452 540
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	14 349 709 192		14 349 709 192	6 406 041 195	6 406 041 195			6 406 041 195	1 660 493 650	1 660 493 650
12 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 162 335 844 773	216 237 000 000	1 378 572 844 773	349 691 250 760	346 659 878 656	27 839 458 843	390 227 257 500	764 726 594 999	137 087 481 028	555 154 197 371
<i>dont Service de la Dette Publique</i>	<i>821 924 028 166</i>	<i>114 700 000 000</i>	<i>936 624 028 166</i>	<i>217 172 805 446</i>	<i>217 172 805 446</i>		<i>135 010 000 000</i>	<i>352 182 805 446</i>	<i>54 860 000 000</i>	<i>189 870 000 000</i>
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>		<i>50 000 000 000</i>	<i>50 000 000 000</i>				<i>10 100 000 000</i>	<i>10 100 000 000</i>		<i>10 100 000 000</i>
<i>Déficit CGRAE / Déficit CNCE</i>	<i>25 475 000 000</i>	<i>41 537 000 000</i>	<i>67 012 000 000</i>	<i>12 737 500 000</i>	<i>12 737 500 000</i>		<i>22 255 000 000</i>	<i>34 992 500 000</i>		<i>22 255 000 000</i>
14 MINISTERE DES MINES ET DE L'ENERGIE	28 101 192 086		28 101 192 086	1 516 197 404	1 296 476 737		6 150 000 000	7 446 476 737	847 385 044	6 997 385 044
15 MINISTERE DE L'INTERIEUR	132 589 491 707		132 589 491 707	55 682 426 012	36 053 780 422	2 723 640 700		38 777 421 122	25 598 709 634	28 322 350 334
16 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE L'EMPLOI	15 122 804 097		15 122 804 097	6 059 063 140	5 724 534 305	2 726 520 300		8 451 054 605	5 043 168 864	7 769 689 164
17 MINISTERE DE LE JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	22 149 653 129		22 149 653 129	9 253 883 819	8 493 171 352	20 000 000		8 513 171 352	7 295 101 666	7 315 101 666
18 MINISTERE DE L'AGRICULTURE	29 721 171 343		29 721 171 343	13 335 909 350	11 283 779 973			11 283 779 973	8 821 171 929	8 821 171 929
19 MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	16 839 555 328		16 839 555 328	6 201 454 234	6 047 545 864			6 047 545 864	1 129 398 683	1 129 398 683
20 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPEMENT	8 769 190 543		8 769 190 543	5 990 216 411	5 497 245 279	3 431 350 619		8 928 595 898	806 006 306	4 237 356 925
21 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	93 536 669 675	13 000 000 000	106 536 669 675	35 536 245 498	34 235 936 465		7 844 000 000	42 079 936 465	9 459 520 644	17 303 520 644
22 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	368 643 918 875		368 643 918 875	146 537 580 009	139 292 452 803	9 900 000		139 302 352 803	115 959 704 139	115 969 604 139
24 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE	107 765 072 853		107 765 072 853	43 116 934 988	39 392 937 484	856 803 298		40 249 740 782	35 617 219 341	36 474 022 639
25 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	49 749 147 991		49 749 147 991	28 288 211 530	27 015 732 442	764 966 700		27 780 699 142	20 211 412 630	20 976 379 330
26 MINISTERE DE LA DEFENSE	155 178 690 638		155 178 690 638	60 128 662 830	46 466 564 743	34 799 000 000	5 574 000 000	86 839 564 743	42 225 833 992	82 598 833 992
27 MINISTERE DE LA COMMUNICATION	10 346 800 588		10 346 800 588	2 342 377 923	1 394 794 492			1 394 794 492	1 241 759 188	1 241 759 188

**ANNEXE 7 (suite et fin):**  
**EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS**  
(Situation à fin juin 2009)

Ministères et Institutions (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées (F)	Opérations de Trésorerie (G)	Total Exécution (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement (I)	Total paiement (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire (A)	Opérations de Trésorerie (B)	TOTAL (C)=(A)+(B)	Engagements (D)	Ordonnancements Mandats visés CF (E)					
28 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	12 787 679 941		12 787 679 941	4 885 993 530	4 374 709 682			4 374 709 682	3 781 023 963	3 781 023 963
33 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	104 081 113 422		104 081 113 422	71 677 967 022	70 261 808 047	100 000 000		70 361 808 047	50 794 564 885	50 894 564 885
34 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	39 852 076 521		39 852 076 521	17 435 225 578	15 988 213 010	16 950 000		16 005 163 010	10 243 591 262	10 260 541 262
35 MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	5 356 494 835		5 356 494 835	2 372 729 985	2 057 178 091	63 500 000		2 120 678 091	1 908 925 049	1 972 425 049
37 MINISTÈRE DU COMMERCE	5 100 145 617		5 100 145 617	2 469 586 523	2 151 258 314			2 151 258 314	1 185 631 408	1 185 631 408
38 MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	3 830 263 758		3 830 263 758	1 631 335 060	1 274 566 406	2 664 300		1 277 230 706	1 135 401 988	1 138 066 288
39 MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	1 691 523 245		1 691 523 245	677 541 353	531 081 461			531 081 461	407 637 404	407 637 404
40 MINISTÈRE DES TRANSPORTS	4 933 158 645		4 933 158 645	1 965 735 116	1 839 439 126	151 220 000		1 990 659 126	1 714 558 831	1 865 778 831
42 MINISTÈRE DE LA FAMILLE DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES	10 763 336 461		10 763 336 461	4 925 052 167	4 115 858 614	142 990 000		4 258 848 614	3 584 094 766	3 727 084 766
45 MINISTÈRE DE LA SOLIDARITE ET DES VICTIMES DE GUERRE	1 706 525 921		1 706 525 921	747 589 821	271 916 099	180 000 000		451 916 099	173 911 220	353 911 220
46 MINISTÈRE DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	5 008 151 775		5 008 151 775	2 829 679 665	2 088 753 276	75 000 000		2 163 753 276	692 105 251	767 105 251
47 COUR SUPREME	3 302 488 142		3 302 488 142	2 101 543 081	1 624 712 057	186 883 694		1 811 595 751	1 283 312 453	1 470 196 147
48 MINISTÈRE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	3 859 081 820		3 859 081 820	195 204 846	89 097 946			89 097 946	66 158 068	66 158 068
51 MINISTÈRE DE LA PRODUCTION ANIMALE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES	6 762 255 296		6 762 255 296	3 553 594 996	2 024 856 505			2 024 856 505	1 787 098 496	1 787 098 496
60 MINISTÈRE DE L'INTEGRATION AFRICAINE	1 145 069 701		1 145 069 701	423 513 652	319 998 629	9 750 000		329 748 629	257 416 901	267 166 901
61 MINISTÈRE DE LA RECONCILIATION NATIONALE ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	3 510 336 823		3 510 336 823	1 164 128 502	404 507 443	361 257 540		765 764 983	319 850 430	681 107 970
68 PARQUET GENERAL	704 261 000		704 261 000	327 130 500	163 565 250	39 853 253		203 418 503	163 565 250	203 418 503
70 MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION DE LA REINSERTION	809 039 758		809 039 758	371 692 031	305 296 856	500 000		305 796 856	291 821 856	292 321 856
71 MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DU SPORT ET DES LOISIRS	11 790 915 336		11 790 915 336	5 310 692 232	3 954 518 502	4 905 777 700		8 860 296 202	3 147 600 363	8 053 378 063
72 MINISTÈRE DE LA VILLE ET DE LA SALUBRITÉ URBAINE	1 992 370 000		1 992 370 000	3 610 834 022	3 293 739 086	178 000 000		3 471 739 086	3 195 201 670	3 373 201 670
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 529 520 195 158</b>	<b>229 237 000 000</b>	<b>2 758 757 195 158</b>	<b>942 465 141 634</b>	<b>875 146 876 596</b>	<b>83 160 000 000</b>	<b>409 795 257 500</b>	<b>1 368 102 134 096</b>	<b>531 674 368 312</b>	<b>1 024 629 625 812</b>
<i>dont Remboursement service de Dette Publique</i>	821 924 028 166	114 700 000 000	936 624 028 166	217 172 805 446	217 172 805 446		135 010 000 000	352 182 805 446		135 010 000 000
<i>Déficit CGRAE / Déficit CNCE</i>	25 475 000 000	41 537 000 000	67 012 000 000	12 737 500 000	12 737 500 000		22 255 000 000	34 992 500 000		22 255 000 000
<i>Subvention / Reversement TVA au Secteur Electricité</i>		10 000 000 000	10 000 000 000				36 069 000 000	36 069 000 000		36 069 000 000
<i>Personnel</i>	745 024 266 555		745 024 266 555	335 844 108 606	312 654 656 408	35 785 000 000	39 598 000 000	388 037 656 408		75 383 000 000
<i>Approvisionnement Fonds d'Entretien Routier</i>		13 000 000 000	13 000 000 000				6 150 000 000	6 150 000 000		6 150 000 000
<i>Investissement FIMR</i>	10 000 000 000		10 000 000 000				5 054 000 000	5 054 000 000		5 054 000 000
<i>Dépenses de sortie de crise</i>							6 000 000 000	6 000 000 000		6 000 000 000
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>		50 000 000 000	50 000 000 000				10 100 000 000	10 100 000 000		10 100 000 000

Source: SIGFIP-DGBF

**ANNEXE 8 :**  
**EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES**  
 (Situation à fin juin 2009)

Ministères (Institutions) et Natures  (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées  ( F )	Opérations de Trésorerie  ( G )	Total Exécution  (H) = ( E ) + ( F ) + ( G )	Mandats mis en règlement  ( I )	Total paiement  ( J ) = ( F ) + ( G ) + ( I )
	Collectif budgétaire  ( A )	Opérations de Trésorerie  ( B )	TOTAL  ( C ) = ( A ) + ( B )	Engagements  ( D )	Ordonnancements Mandats visés CF  ( E )					
<b>01 REPRESENTATION NATIONALE</b>	<b>11 084 878 744</b>		<b>11 084 878 744</b>	<b>5 288 508 426</b>	<b>5 288 508 426</b>	<b>627 279 491</b>		<b>5 915 787 917</b>	<b>5 235 577 750</b>	<b>5 862 857 241</b>
Equipements collectifs	250 000 000		250 000 000	62 500 000	62 500 000			62 500 000	62 500 000	62 500 000
Transferts et interventions de l'Etat	684 363 000		684 363 000	171 090 750	171 090 750			171 090 750	171 090 750	171 090 750
Dépenses de personnel	10 003 974 000		10 003 974 000	5 001 987 000	5 001 987 000	627 279 491		5 629 266 491	5 001 987 000	5 629 266 491
Achats de biens et services	146 541 744		146 541 744	52 930 676	52 930 676			52 930 676		
Autres charges courantes										
<b>02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>50 993 109 237</b>		<b>50 993 109 237</b>	<b>27 533 967 536</b>	<b>27 533 967 536</b>	<b>79 000 000</b>		<b>27 612 967 536</b>	<b>19 905 933 116</b>	<b>19 984 933 116</b>
Equipements collectifs										
Transferts et interventions de l'Etat	22 680 000 000		22 680 000 000	14 903 265 000	14 903 265 000			14 903 265 000	8 903 265 000	8 903 265 000
Dépenses de personnel	16 181 795 704		16 181 795 704	7 836 668 116	7 836 668 116	79 000 000		7 915 668 116	7 836 668 116	7 915 668 116
Achats de biens et services	12 131 313 533		12 131 313 533	4 794 034 420	4 794 034 420			4 794 034 420	3 166 000 000	3 166 000 000
Autres charges courantes										
<b>03 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL</b>	<b>3 734 050 577</b>		<b>3 734 050 577</b>	<b>1 813 175 105</b>	<b>1 813 175 105</b>	<b>211 305 275</b>		<b>2 024 480 380</b>	<b>1 767 672 813</b>	<b>1 978 978 088</b>
Equipements collectifs	100 000 000		100 000 000	25 000 000	25 000 000			25 000 000	25 000 000	25 000 000
Transferts et interventions de l'Etat	792 854 650		792 854 650	331 423 992	331 423 992			331 423 992	331 423 992	331 423 992
Dépenses de personnel	2 689 164 309		2 689 164 309	1 411 248 821	1 411 248 821	211 305 275		1 622 554 096	1 411 248 821	1 622 554 096
Achats de biens et services	152 031 618		152 031 618	45 502 292	45 502 292			45 502 292		
Autres charges courantes										
<b>05 GRANDE CHANCELLERIE</b>	<b>609 902 054</b>		<b>609 902 054</b>	<b>236 880 494</b>	<b>236 880 494</b>	<b>34 513 598</b>		<b>271 394 092</b>	<b>232 508 496</b>	<b>267 022 094</b>
Equipements collectifs										
Transferts et interventions de l'Etat	234 540 249		234 540 249	66 135 062	66 135 062			66 135 062	66 135 062	66 135 062
Dépenses de personnel	360 491 340		360 491 340	166 373 434	166 373 434	34 513 598		200 887 032	166 373 434	200 887 032
Achats de biens et services	14 870 465		14 870 465	4 371 998	4 371 998			4 371 998		
Autres charges courantes										
<b>06 PRIMATURE &amp; SERVICE RATTACHES</b>	<b>17 496 435 016</b>		<b>17 496 435 016</b>	<b>8 429 032 459</b>	<b>7 520 358 094</b>	<b>2 541 750 000</b>		<b>10 062 108 094</b>	<b>5 055 618 167</b>	<b>7 597 368 167</b>
Equipements collectifs	345 000 000		345 000 000	241 319 450	77 339 712			77 339 712		
Transferts et interventions de l'Etat	11 421 185 765		11 421 185 765	5 199 000 569	4 739 351 975	2 541 750 000		7 281 101 975	2 874 611 800	5 416 361 800
Dépenses de personnel	4 427 540 916		4 427 540 916	2 033 484 456	1 846 209 456			1 846 209 456	1 846 209 456	1 846 209 456
Achats de biens et services	1 302 708 335		1 302 708 335	955 227 984	857 456 951			857 456 951	334 796 911	334 796 911
Autres charges courantes										
<b>07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL</b>	<b>1 042 731 312</b>		<b>1 042 731 312</b>	<b>307 878 601</b>	<b>265 566 101</b>	<b>59 006 867</b>		<b>324 572 968</b>	<b>254 925 000</b>	<b>313 931 867</b>
Equipements collectifs										
Transferts et interventions de l'Etat	161 500 000		161 500 000	84 625 000	42 312 500			42 312 500	42 312 500	42 312 500
Dépenses de personnel	850 450 000		850 450 000	212 612 500	212 612 500	59 006 867		271 619 367	212 612 500	271 619 367
Achats de biens et services	30 781 312		30 781 312	10 641 101	10 641 101			10 641 101		
Autres charges courantes										

**ANNEXE 8 (suite):**  
**EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES**  
**(Situation à fin juin 2009)**

Ministères (Institutions) et Natures  (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées  (F)	Opérations de Trésorerie  (G)	Total Exécution  (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement  (I)	Total paiement  (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire  (A)	Opérations de Trésorerie  (B)	TOTAL  (C)=(A)+(B)	Engagements  (D)	Ordonnancements Mandats visés CF  (E)					
<b>08 MEDIATURE</b>	<b>373 887 383</b>		<b>373 887 383</b>	<b>92 474 228</b>	<b>92 474 228</b>	<b>21 157 822</b>		<b>113 632 050</b>	<b>84 294 718</b>	<b>105 452 540</b>
Equipements collectifs										
Transferts et interventions de l'Etat	264 512 340		264 512 340	51 794 718	51 794 718			51 794 718	51 794 718	51 794 718
Dépenses de personnel	85 000 000		85 000 000	32 500 000	32 500 000	21 157 822		53 657 822	32 500 000	53 657 822
Achats de biens et services	24 375 043		24 375 043	8 179 510	8 179 510			8 179 510		
Autres charges courantes										
<b>11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE</b>	<b>14 349 709 192</b>		<b>14 349 709 192</b>	<b>6 406 041 195</b>	<b>6 406 041 195</b>			<b>6 406 041 195</b>	<b>1 660 493 650</b>	<b>1 660 493 650</b>
Equipements collectifs										
Transferts et interventions de l'Etat	11 813 000 000		11 813 000 000	5 616 060 317	5 616 060 317			5 616 060 317	949 460 317	949 460 317
Dépenses de personnel	1 405 400 000		1 405 400 000	711 033 333	711 033 333			711 033 333	711 033 333	711 033 333
Achats de biens et services	1 131 309 192		1 131 309 192	78 947 545	78 947 545			78 947 545		
Autres charges courantes										
<b>12 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>	<b>1 162 335 844 773</b>	<b>216 237 000 000</b>	<b>1 378 572 844 773</b>	<b>349 691 250 760</b>	<b>346 659 878 656</b>	<b>27 839 458 843</b>	<b>390 227 257 500</b>	<b>764 726 594 999</b>	<b>137 087 481 028</b>	<b>555 154 197 371</b>
Dettes Publiques	821 924 028 166	114 700 000 000	936 624 028 166	217 172 805 446	217 172 805 446		279 901 257 500	497 074 062 946	54 860 000 000	334 761 257 500
Equipements collectifs	30 418 084 793		30 418 084 793	12 457 925 507	12 172 091 913		5 054 000 000	17 226 091 913	9 574 709 250	14 628 709 250
Transferts et interventions de l'Etat	154 468 207 395	51 537 000 000	206 005 207 395	43 913 477 996	43 883 743 024	8 554 458 843	58 174 000 000	110 612 201 867	31 439 017 500	98 167 476 343
Dépenses de personnel	36 841 879 571		36 841 879 571	17 198 919 689	17 064 770 551	16 068 000 000	36 998 000 000	70 130 770 551	17 064 770 551	70 130 770 551
Achats de biens et services	86 312 651 046		86 312 651 046	57 910 719 632	55 329 065 232	3 217 000 000		58 546 065 232	23 723 989 407	26 940 989 407
Autres charges courantes	32 370 993 802	50 000 000 000	82 370 993 802	1 037 402 490	1 037 402 490		10 100 000 000	11 137 402 490	424 994 320	10 524 994 320
<b>14 MINISTERE DES MINES ET DE L'ENERGIE</b>	<b>28 101 192 086</b>		<b>28 101 192 086</b>	<b>1 516 197 404</b>	<b>1 296 476 737</b>		<b>6 150 000 000</b>	<b>7 446 476 737</b>	<b>847 385 044</b>	<b>6 997 385 044</b>
Equipements collectifs	834 414 000		834 414 000	509 319 765	425 726 410			425 726 410	2 666 000	2 666 000
Transferts et interventions de l'Etat	25 294 610 000		25 294 610 000	294 610 000	294 610 000		6 150 000 000	6 444 610 000	294 610 000	6 444 610 000
Dépenses de personnel	1 279 945 618		1 279 945 618	464 083 630	464 083 630			464 083 630	464 083 630	464 083 630
Achats de biens et services	692 222 468		692 222 468	248 184 009	112 056 697			112 056 697	86 025 414	86 025 414
Autres charges courantes										
<b>15 MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>	<b>132 589 491 707</b>		<b>132 589 491 707</b>	<b>55 682 426 012</b>	<b>36 053 780 422</b>	<b>2 723 640 700</b>		<b>38 777 421 122</b>	<b>25 598 709 634</b>	<b>28 322 350 334</b>
Equipements collectifs	5 667 978 749		5 667 978 749	992 706 586	573 896 299			573 896 299	36 837 992	36 837 992
Transferts et interventions de l'Etat	17 630 985 000		17 630 985 000	8 805 792 750	7 129 717 500	2 723 640 700		9 853 358 200	63 440 000	2 787 080 700
Dépenses de personnel	87 776 006 676		87 776 006 676	35 449 206 306	24 798 984 353			24 798 984 353	24 798 984 353	24 798 984 353
Achats de biens et services	21 514 511 282		21 514 511 282	10 434 720 370	3 551 182 270			3 551 182 270	699 447 289	699 447 289
Autres charges courantes	10 000		10 000							

**ANNEXE 8 (suite):**  
**EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES**  
 (Situation à fin juin 2009)

Ministères (Institutions) et Natures  (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées  (F)	Opérations de Trésorerie  (G)	Total Exécution  (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement  (I)	Total paiement  (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire  (A)	Opérations de Trésorerie  (B)	TOTAL  (C)=(A)+(B)	Engagements  (D)	Ordonnancements Mandats visés CF  (E)					
<b>16 MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE L'EMPLOI</b>	<b>15 122 804 097</b>		<b>15 122 804 097</b>	<b>6 059 063 140</b>	<b>5 724 534 305</b>	<b>2 726 520 300</b>		<b>8 451 054 605</b>	<b>5 043 168 864</b>	<b>7 769 689 164</b>
Equipements collectifs	263 700 000		263 700 000	46 663 184	19 616 128			19 616 128	9 000 000	9 000 000
Transferts et interventions de l'Etat	1 950 499 000		1 950 499 000	1 318 020 047	1 318 020 047	2 726 520 300		4 044 540 347	863 151 307	3 589 671 607
Dépenses de personnel	7 949 680 008		7 949 680 008	4 137 750 567	4 137 750 567			4 137 750 567	4 137 750 567	4 137 750 567
Achats de biens et services	4 958 925 089		4 958 925 089	556 629 342	249 147 563			249 147 563	33 266 990	33 266 990
Autres charges courantes										
<b>17 MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME</b>	<b>22 149 653 129</b>		<b>22 149 653 129</b>	<b>9 253 883 819</b>	<b>8 493 171 352</b>	<b>20 000 000</b>		<b>8 513 171 352</b>	<b>7 295 101 666</b>	<b>7 315 101 666</b>
Equipements collectifs	1 165 864 883		1 165 864 883	543 707 275	204 736 633			204 736 633	1 867 500	1 867 500
Transferts et interventions de l'Etat	1 544 455 000		1 544 455 000	710 597 500	710 597 500	20 000 000		730 597 500	291 597 500	311 597 500
Dépenses de personnel	15 848 804 151		15 848 804 151	6 977 685 746	6 977 685 746			6 977 685 746	6 977 685 746	6 977 685 746
Achats de biens et services	3 590 529 095		3 590 529 095	1 021 893 298	600 151 473			600 151 473	23 950 920	23 950 920
Autres charges courantes										
<b>18 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE</b>	<b>29 721 171 343</b>		<b>29 721 171 343</b>	<b>13 335 909 350</b>	<b>11 283 779 973</b>			<b>11 283 779 973</b>	<b>8 821 171 929</b>	<b>8 821 171 929</b>
Equipements collectifs	4 166 169 837		4 166 169 837	335 851 748	28 851 903			28 851 903	1 350 000	1 350 000
Transferts et interventions de l'Etat	17 375 138 002		17 375 138 002	8 179 738 864	8 173 113 864			8 173 113 864	6 166 513 364	6 166 513 364
Dépenses de personnel	4 837 779 528		4 837 779 528	2 147 359 435	2 147 359 435			2 147 359 435	2 147 359 435	2 147 359 435
Achats de biens et services	3 338 583 976		3 338 583 976	2 672 959 303	934 454 771			934 454 771	505 949 130	505 949 130
Autres charges courantes	3 500 000		3 500 000							
<b>19 MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT</b>	<b>16 839 555 328</b>		<b>16 839 555 328</b>	<b>6 201 454 234</b>	<b>6 047 545 864</b>			<b>6 047 545 864</b>	<b>1 129 398 683</b>	<b>1 129 398 683</b>
Equipements collectifs	3 592 100 000		3 592 100 000	114 051 976	78 086 922			78 086 922	19 732 499	19 732 499
Transferts et interventions de l'Etat	2 340 017 840		2 340 017 840	1 009 508 920	1 009 508 920			1 009 508 920		
Dépenses de personnel	2 076 628 808		2 076 628 808	955 997 358	955 997 358			955 997 358	955 997 358	955 997 358
Achats de biens et services	8 830 808 680		8 830 808 680	4 105 849 480	3 987 906 164			3 987 906 164	153 668 826	153 668 826
Autres charges courantes				16 046 500	16 046 500			16 046 500		
<b>20 MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT</b>	<b>8 769 190 543</b>		<b>8 769 190 543</b>	<b>5 990 216 411</b>	<b>5 497 245 279</b>	<b>3 431 350 619</b>		<b>8 928 595 898</b>	<b>806 006 306</b>	<b>4 237 356 925</b>
Equipements collectifs	217 110 000		217 110 000	88 300 433	99 454 367			99 454 367	13 901 999	13 901 999
Transferts et interventions de l'Etat	6 251 690 000		6 251 690 000	4 912 440 000	4 912 440 000	3 431 350 619		8 343 790 619	365 750 000	3 797 100 619
Dépenses de personnel	1 050 228 175		1 050 228 175	504 025 716	389 026 697			389 026 697	389 026 697	389 026 697
Achats de biens et services	1 250 162 368		1 250 162 368	485 450 262	96 324 215			96 324 215	37 327 610	37 327 610
Autres charges courantes										
<b>21 MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES</b>	<b>93 536 669 675</b>	<b>13 000 000 000</b>	<b>106 536 669 675</b>	<b>35 536 245 498</b>	<b>34 235 936 465</b>		<b>7 844 000 000</b>	<b>42 079 936 465</b>	<b>9 459 520 644</b>	<b>17 303 520 644</b>
Equipements collectifs	69 175 288 760	13 000 000 000	82 175 288 760	23 814 832 172	22 811 871 585		7 844 000 000	30 655 871 585	2 882 157 501	10 726 157 501
Transferts et interventions de l'Etat	17 414 015 520		17 414 015 520	9 496 836 500	9 406 836 500			9 406 836 500	4 933 468 000	4 933 468 000
Dépenses de personnel	1 727 347 584		1 727 347 584	762 407 762	762 407 762			762 407 762	762 407 762	762 407 762
Achats de biens et services	5 220 017 811		5 220 017 811	1 462 169 064	1 254 820 618			1 254 820 618	881 487 381	881 487 381
Autres charges courantes										

Ministères (Institutions) et Natures  (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées  (F)	Opérations de Trésorerie  (G)	Total Exécution  (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement  (I)	Total paiement  (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire  (A)	Opérations de Trésorerie  (B)	TOTAL  (C)=(A)+(B)	Engagements  (D)	Ordonnancements Mandats visés CF  (E)					
<b>22 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>	<b>368 643 918 875</b>		<b>368 643 918 875</b>	<b>146 537 580 009</b>	<b>139 292 452 803</b>	<b>9 900 000</b>		<b>139 302 352 803</b>	<b>115 959 704 139</b>	<b>115 969 604 139</b>
Equipements collectifs	12 528 654 419		12 528 654 419	547 944 824	207 376 383			207 376 383	53 652 245	53 652 245
Transferts et interventions de l'Etat	42 598 580 318		42 598 580 318	18 408 754 999	18 408 754 999	9 900 000		18 418 654 999		9 900 000
Dépenses de personnel	285 887 732 949		285 887 732 949	114 000 421 128	114 000 421 128			114 000 421 128	114 000 421 128	114 000 421 128
Achats de biens et services	23 628 951 189		23 628 951 189	13 580 459 058	6 675 900 293			6 675 900 293	1 905 630 766	1 905 630 766
Autres charges courantes	4 000 000 000		4 000 000 000							
<b>24 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE</b>	<b>107 765 072 853</b>		<b>107 765 072 853</b>	<b>43 116 934 988</b>	<b>39 392 937 484</b>	<b>856 803 298</b>		<b>40 249 740 782</b>	<b>35 617 219 341</b>	<b>36 474 022 639</b>
Equipements collectifs	7 090 849 544		7 090 849 544	1 409 286 100	402 702 480			402 702 480	79 109 181	79 109 181
Transferts et interventions de l'Etat	29 050 077 870		29 050 077 870	13 074 414 768	12 794 414 768	856 803 298		13 651 218 066	12 239 736 260	13 096 539 558
Dépenses de personnel	50 810 124 982		50 810 124 982	22 303 749 236	22 228 787 519			22 228 787 519	22 228 787 519	22 228 787 519
Achats de biens et services	16 814 020 457		16 814 020 457	6 329 484 884	3 967 032 717			3 967 032 717	1 069 586 381	1 069 586 381
Autres charges courantes	4 000 000 000		4 000 000 000							
<b>25 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES</b>	<b>49 749 147 991</b>		<b>49 749 147 991</b>	<b>28 288 211 530</b>	<b>27 015 732 442</b>	<b>764 966 700</b>		<b>27 780 699 142</b>	<b>20 211 412 630</b>	<b>20 976 379 330</b>
Equipements collectifs	3 769 500 000		3 769 500 000	1 487 349 555	1 456 189 400			1 456 189 400	2 484 400	2 484 400
Transferts et interventions de l'Etat	18 525 348 413	572 000 000	19 097 348 413	7 624 493 770	6 795 748 464	764 966 700		7 560 715 164	1 993 303 435	2 758 270 135
Dépenses de personnel	26 178 089 467		26 178 089 467	18 225 807 667	18 025 625 286			18 025 625 286	18 025 625 286	18 025 625 286
Achats de biens et services	1 276 210 111		1 276 210 111	950 560 538	738 169 292			738 169 292	189 999 509	189 999 509
Autres charges courantes										
<b>26 MINISTERE DE LA DEFENSE</b>	<b>155 178 690 638</b>		<b>155 178 690 638</b>	<b>60 128 662 830</b>	<b>46 466 564 743</b>	<b>34 799 000 000</b>	<b>5 574 000 000</b>	<b>86 839 564 743</b>	<b>42 225 833 992</b>	<b>82 598 833 992</b>
Equipements collectifs	3 900 994 714		3 900 994 714	1 028 192 112	754 142 631	78 000 000		832 142 631	6 466 801	84 466 801
Transferts et interventions de l'Etat	3 736 780 000		3 736 780 000	160 944 000	160 944 000	118 000 000		278 944 000	94 444 000	212 444 000
Dépenses de personnel	97 005 645 263		97 005 645 263	39 255 619 318	27 620 783 909	18 537 000 000	2 600 000 000	48 757 783 909	27 620 783 909	48 757 783 909
Achats de biens et services	50 535 270 661		50 535 270 661	19 683 907 400	17 930 694 203	10 983 000 000		28 913 694 203	14 504 139 282	25 487 139 282
Autres charges courantes						5 083 000 000	2 974 000 000	8 057 000 000		8 057 000 000
<b>27 MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>	<b>10 346 800 588</b>		<b>10 346 800 588</b>	<b>2 342 377 923</b>	<b>1 394 794 492</b>			<b>1 394 794 492</b>	<b>1 241 759 188</b>	<b>1 241 759 188</b>
Equipements collectifs	3 497 610 536		3 497 610 536	317 297 206	275 197 882			275 197 882	260 323 479	260 323 479
Transferts et interventions de l'Etat	4 097 787 550		4 097 787 550	1 375 004 951	590 412 604			590 412 604	519 432 985	519 432 985
Dépenses de personnel	2 156 387 767		2 156 387 767	372 396 214	369 786 602			369 786 602	369 786 602	369 786 602
Achats de biens et services	595 014 735		595 014 735	277 679 552	159 397 404			159 397 404	92 216 122	92 216 122
Autres charges courantes										
<b>28 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS</b>	<b>12 787 679 941</b>		<b>12 787 679 941</b>	<b>4 885 993 530</b>	<b>4 374 709 682</b>			<b>4 374 709 682</b>	<b>3 781 023 963</b>	<b>3 781 023 963</b>
Equipements collectifs	490 955 479		490 955 479	157 511 463	81 308 313			81 308 313	6 600 000	6 600 000
Transferts et interventions de l'Etat	2 011 849 000		2 011 849 000	627 477 000	627 477 000			627 477 000	298 527 000	298 527 000
Dépenses de personnel	8 783 124 012		8 783 124 012	3 429 202 638	3 429 202 638			3 429 202 638	3 429 202 638	3 429 202 638
Achats de biens et services	1 501 751 450		1 501 751 450	671 802 429	236 721 731			236 721 731	46 694 325	46 694 325
Autres charges courantes										
<b>33 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>	<b>104 081 113 422</b>		<b>104 081 113 422</b>	<b>71 677 967 022</b>	<b>70 261 808 047</b>	<b>100 000 000</b>		<b>70 361 808 047</b>	<b>50 794 564 885</b>	<b>50 894 564 885</b>
Equipements collectifs	721 879 582		721 879 582	182 773 549	148 016 792			148 016 792	78 583 464	78 583 464
Transferts et interventions de l'Etat	62 603 868 179		62 603 868 179	38 174 998 612	37 306 460 612	100 000 000		37 406 460 612	19 392 825 167	19 492 825 167
Dépenses de personnel	33 227 775 851		33 227 775 851	31 250 149 936	31 250 149 936			31 250 149 936	31 250 149 936	31 250 149 936
Achats de biens et services	4 527 589 810		4 527 589 810	2 070 044 925	1 557 180 707			1 557 180 707	73 006 318	73 006 318
Autres charges courantes	3 000 000 000		3 000 000 000							

**ANNEXE 8 (suite):**

**EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES**

(Situation à fin juin 2009)

Ministères (Institutions) et Natures  (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées  (F)	Opérations de Trésorerie  (G)	Total Exécution  (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement  (I)	Total paiement  (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire	Opérations de Trésorerie	TOTAL	Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
	(A)	(B)	(C)=(A)+(B)	(D)	(E)					
<b>34 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>39 852 076 521</b>		<b>39 852 076 521</b>	<b>17 435 225 578</b>	<b>15 988 213 010</b>	<b>16 950 000</b>		<b>16 005 163 010</b>	<b>10 243 591 262</b>	<b>10 260 541 262</b>
Equipements collectifs	2 161 381 345		2 161 381 345	242 664 301	105 908 920			105 908 920	80 417 977	80 417 977
Transferts et interventions de l'Etat	11 509 283 267		11 509 283 267	7 489 403 000	6 770 378 000	16 950 000		6 787 328 000	1 401 985 250	1 418 935 250
Dépenses de personnel	19 808 795 232		19 808 795 232	8 423 149 540	8 422 446 460			8 422 446 460	8 422 446 460	8 422 446 460
Achats de biens et services	3 372 616 677		3 372 616 677	1 280 008 737	689 479 630			689 479 630	338 741 575	338 741 575
Autres charges courantes	3 000 000 000		3 000 000 000							
<b>35 MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE</b>	<b>5 356 494 835</b>		<b>5 356 494 835</b>	<b>2 372 729 985</b>	<b>2 057 178 091</b>	<b>63 500 000</b>		<b>2 120 678 091</b>	<b>1 908 925 049</b>	<b>1 972 425 049</b>
Equipements collectifs	533 153 000		533 153 000	126 744 975	74 251 357			74 251 357	10 898 000	10 898 000
Transferts et interventions de l'Etat	1 533 858 275		1 533 858 275	754 615 000	753 615 000	63 500 000		817 115 000	753 615 000	817 115 000
Dépenses de personnel	2 435 426 006		2 435 426 006	1 081 114 823	1 081 114 823			1 081 114 823	1 081 114 823	1 081 114 823
Achats de biens et services	854 057 554		854 057 554	410 255 187	148 196 911			148 196 911	63 297 226	63 297 226
Autres charges courantes										
<b>37 MINISTÈRE DU COMMERCE</b>	<b>5 100 145 617</b>		<b>5 100 145 617</b>	<b>2 469 586 523</b>	<b>2 151 258 314</b>			<b>2 151 258 314</b>	<b>1 185 631 408</b>	<b>1 185 631 408</b>
Equipements collectifs	980 500 000		980 500 000	950 485 003	718 009 605			718 009 605	28 399 999	28 399 999
Transferts et interventions de l'Etat	1 948 330 000		1 948 330 000	637 165 000	637 165 000			637 165 000	494 065 000	494 065 000
Dépenses de personnel	1 522 377 219		1 522 377 219	590 123 387	590 123 387			590 123 387	590 123 387	590 123 387
Achats de biens et services	648 938 398		648 938 398	291 813 133	205 960 322			205 960 322	73 043 022	73 043 022
Autres charges courantes										
<b>38 MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ</b>	<b>3 830 263 758</b>		<b>3 830 263 758</b>	<b>1 631 335 060</b>	<b>1 274 566 406</b>	<b>2 664 300</b>		<b>1 277 230 706</b>	<b>1 135 401 988</b>	<b>1 138 066 288</b>
Equipements collectifs	167 790 000		167 790 000	95 834 700	19 499 999			19 499 999	3 900 000	3 900 000
Transferts et interventions de l'Etat	1 945 548 500		1 945 548 500	833 424 250	738 674 250	2 664 300		741 338 550	655 594 625	658 258 925
Dépenses de personnel	1 051 153 180		1 051 153 180	512 732 252	475 257 363			475 257 363	475 257 363	475 257 363
Achats de biens et services	665 772 078		665 772 078	189 343 858	41 134 794			41 134 794	650 000	650 000
Autres charges courantes										
<b>39 MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT</b>	<b>1 691 523 245</b>		<b>1 691 523 245</b>	<b>677 541 353</b>	<b>531 081 461</b>			<b>531 081 461</b>	<b>407 637 404</b>	<b>407 637 404</b>
Equipements collectifs	402 207 730		402 207 730	141 866 043	118 598 000			118 598 000	12 100 000	12 100 000
Transferts et interventions de l'Etat	327 850 410		327 850 410	104 900 000	104 900 000			104 900 000	104 900 000	104 900 000
Dépenses de personnel	643 586 184		643 586 184	263 564 904	263 564 904			263 564 904	263 564 904	263 564 904
Achats de biens et services	317 878 921		317 878 921	167 210 406	44 018 557			44 018 557	27 072 500	27 072 500
Autres charges courantes										
<b>40 MINISTÈRE DES TRANSPORTS</b>	<b>4 933 158 645</b>		<b>4 933 158 645</b>	<b>1 965 735 116</b>	<b>1 839 439 126</b>	<b>151 220 000</b>		<b>1 990 659 126</b>	<b>1 714 558 831</b>	<b>1 865 778 831</b>
Equipements collectifs	633 487 196		633 487 196	102 097 086	47 227 000			47 227 000	10 800 000	10 800 000
Transferts et interventions de l'Etat	1 400 273 053		1 400 273 053	451 923 993	451 923 993	151 220 000		603 143 993	451 923 993	603 143 993
Dépenses de personnel	2 456 251 429		2 456 251 429	1 236 499 788	1 236 499 788			1 236 499 788	1 236 499 788	1 236 499 788
Achats de biens et services	443 146 967		443 146 967	175 214 249	103 788 345			103 788 345	15 335 050	15 335 050
Autres charges courantes										
<b>42 MINISTÈRE DE LA FAMILLE DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES</b>	<b>10 763 336 461</b>		<b>10 763 336 461</b>	<b>4 925 052 167</b>	<b>4 115 858 614</b>	<b>142 990 000</b>		<b>4 258 848 614</b>	<b>3 584 094 766</b>	<b>3 727 084 766</b>
Equipements collectifs	557 908 808		557 908 808	261 554 200	63 839 372			63 839 372	7 125 000	7 125 000
Transferts et interventions de l'Etat	1 556 883 400		1 556 883 400	737 117 000	701 617 000	142 990 000		844 607 000	404 921 900	547 911 900
Dépenses de personnel	6 650 007 625		6 650 007 625	3 130 180 181	3 130 180 181			3 130 180 181	3 130 180 181	3 130 180 181
Achats de biens et services	1 998 536 628		1 998 536 628	796 200 786	220 222 061			220 222 061	41 867 685	41 867 685
Autres charges courantes										

**ANNEXE 8 (suite):**  
**EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES**  
**(Situation à fin juin 2009)**

Ministères (Institutions) et Natures  (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées  (F)	Opérations de Trésorerie  (G)	Total Exécution Mandats visés CF  (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement  (I)	Total paiement  (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire	Opérations de Trésorerie	TOTAL	Engagements	Ordonnancements Mandats visés CF					
	(A)	(B)	(C)=(A)+(B)	(D)	(E)					
<b>45 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DES VICTIMES DE GUERRE</b>	<b>1 706 525 921</b>		<b>1 706 525 921</b>	<b>747 589 821</b>	<b>271 916 099</b>	<b>180 000 000</b>		<b>451 916 099</b>	<b>173 911 220</b>	<b>353 911 220</b>
Equipements collectifs	120 900 000		120 900 000	47 904 411	15 418 985			15 418 985		
Transferts et interventions de l'Etat	40 000 000		40 000 000	20 000 000		180 000 000		180 000 000		180 000 000
Dépenses de personnel	350 121 636		350 121 636	173 911 220	173 911 220			173 911 220	173 911 220	173 911 220
Achats de biens et services	1 195 504 285		1 195 504 285	505 774 190	82 585 894			82 585 894		
Autres charges courantes										
<b>46 MINISTERE DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA</b>	<b>5 008 151 775</b>		<b>5 008 151 775</b>	<b>2 829 679 665</b>	<b>2 088 753 276</b>	<b>75 000 000</b>		<b>2 163 753 276</b>	<b>692 105 251</b>	<b>767 105 251</b>
Equipements collectifs	74 370 000		74 370 000	31 164 962	9 565 000			9 565 000	1 200 000	1 200 000
Transferts et interventions de l'Etat	3 572 220 000		3 572 220 000	2 192 850 000	1 692 850 000	75 000 000		1 767 850 000	365 350 000	440 350 000
Dépenses de personnel	611 774 016		611 774 016	311 669 086	307 469 086			307 469 086	307 469 086	307 469 086
Achats de biens et services	749 787 759		749 787 759	293 995 617	78 869 190			78 869 190	18 086 165	18 086 165
Autres charges courantes										
<b>47 COUR SUPREME</b>	<b>3 302 488 142</b>		<b>3 302 488 142</b>	<b>2 101 543 081</b>	<b>1 624 712 057</b>	<b>186 883 694</b>		<b>1 811 595 751</b>	<b>1 283 312 453</b>	<b>1 470 196 147</b>
Equipements collectifs										
Transferts et interventions de l'Etat	1 623 294 095		1 623 294 095	822 282 048	423 641 024			423 641 024	121 625 000	121 625 000
Dépenses de personnel	1 572 618 747		1 572 618 747	1 239 877 453	1 161 687 453	186 883 694		1 348 571 147	1 161 687 453	1 348 571 147
Achats de biens et services	106 575 300		106 575 300	39 383 580	39 383 580			39 383 580		
Autres charges courantes										
<b>48 MINISTERE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION</b>	<b>3 859 081 820</b>		<b>3 859 081 820</b>	<b>195 204 846</b>	<b>89 097 946</b>			<b>89 097 946</b>	<b>66 158 068</b>	<b>66 158 068</b>
Equipements collectifs	129 722 000		129 722 000	103 090 700	10 800 000			10 800 000		
Transferts et interventions de l'Etat	2 570 954 400		2 570 954 400							
Dépenses de personnel	99 828 720		99 828 720	57 956 776	57 956 776			57 956 776	57 956 776	57 956 776
Achats de biens et services	181 076 700		181 076 700	34 157 370	20 341 170			20 341 170	8 201 292	8 201 292
Autres charges courantes	877 500 000		877 500 000							
<b>51 MINISTERE DE LA PRODUCTION ANIMALE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES</b>	<b>6 762 255 296</b>		<b>6 762 255 296</b>	<b>3 553 594 996</b>	<b>2 024 856 505</b>			<b>2 024 856 505</b>	<b>1 787 098 496</b>	<b>1 787 098 496</b>
Equipements collectifs	1 233 954 510		1 233 954 510	718 056 109	108 720 608			108 720 608	14 278 773	14 278 773
Transferts et interventions de l'Etat	873 688 586		873 688 586	428 036 661	413 036 661			413 036 661	351 504 161	351 504 161
Dépenses de personnel	2 763 310 075		2 763 310 075	1 235 254 655	1 235 254 655			1 235 254 655	1 235 254 655	1 235 254 655
Achats de biens et services	1 880 902 125		1 880 902 125	1 166 879 404	267 609 146			267 609 146	185 825 472	185 825 472
Autres charges courantes	10 400 000		10 400 000	5 368 167	235 435			235 435	235 435	235 435
<b>60 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE</b>	<b>1 145 069 701</b>		<b>1 145 069 701</b>	<b>423 513 652</b>	<b>319 998 629</b>	<b>9 750 000</b>		<b>329 748 629</b>	<b>257 416 901</b>	<b>267 166 901</b>
Equipements collectifs	134 500 000		134 500 000	32 799 994	32 799 994			32 799 994	32 799 994	32 799 994
Transferts et interventions de l'Etat	318 621 915		318 621 915	168 750 000	112 500 000	9 750 000		122 250 000	56 250 000	66 000 000
Dépenses de personnel	330 116 912		330 116 912	178 291 917	151 016 917			151 016 917	151 016 917	151 016 917
Achats de biens et services	361 830 874		361 830 874	43 671 741	23 681 718			23 681 718	17 349 990	17 349 990
Autres charges courantes										

**ANNEXE 8 (suite et fin) :**

**EXECUTION BUDGETAIRE PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS, ET PAR GRANDES NATURES**

(Situation à fin juin 2009)

Ministères (Institutions) et Natures  (en F CFA)	Prévisions annuelles			Exécution SIGFIP		Avances non régularisées  (F)	Opérations de Trésorerie  (G)	Total Exécution  (H) = (E) + (F) + (G)	Mandats mis en règlement  (I)	Total paiement  (J) = (F) + (G) + (I)
	Collectif budgétaire  (A)	Opérations de Trésorerie  (B)	TOTAL  (C)=(A)+(B)	Engagements  (D)	Ordonnancements Mandats visés CF  (E)					
<b>61 MINISTÈRE DE LA RECONCILIATION NATIONALE ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS</b>	<b>3 510 336 823</b>		<b>3 510 336 823</b>	<b>1 164 128 502</b>	<b>404 507 443</b>	<b>361 257 540</b>		<b>765 764 983</b>	<b>319 850 430</b>	<b>681 107 970</b>
Equipements collectifs	1 668 956 363		1 668 956 363	126 567 908	60 684 150			60 684 150	43 000 000	43 000 000
Transferts et interventions de l'Etat	368 000 000		368 000 000	245 000 000		361 257 540		361 257 540		361 257 540
Dépenses de personnel	382 033 608		382 033 608	155 988 798	155 988 798			155 988 798	155 988 798	155 988 798
Achats de biens et services	1 091 346 852		1 091 346 852	636 571 796	187 834 495			187 834 495	120 861 632	120 861 632
Autres charges courantes										
<b>68 PARQUET GENERAL</b>	<b>704 261 000</b>		<b>704 261 000</b>	<b>327 130 500</b>	<b>163 565 250</b>	<b>39 853 253</b>		<b>203 418 503</b>	<b>163 565 250</b>	<b>203 418 503</b>
Equipements collectifs	50 000 000		50 000 000							
Transferts et interventions de l'Etat	484 761 000		484 761 000	242 380 500	121 190 250			121 190 250	121 190 250	121 190 250
Dépenses de personnel	169 500 000		169 500 000	84 750 000	42 375 000	39 853 253		82 228 253	42 375 000	82 228 253
Achats de biens et services										
Autres charges courantes										
<b>70 MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION DE LA REINSERTION</b>	<b>809 039 758</b>		<b>809 039 758</b>	<b>371 692 031</b>	<b>305 296 856</b>	<b>500 000</b>		<b>305 796 856</b>	<b>291 821 856</b>	<b>292 321 856</b>
Equipements collectifs										
Transferts et interventions de l'Etat	388 000 000		388 000 000	128 500 000	128 500 000	500 000		129 000 000	128 500 000	129 000 000
Dépenses de personnel	132 232 000		132 232 000	66 116 000	66 116 000			66 116 000	66 116 000	66 116 000
Achats de biens et services	288 807 758		288 807 758	177 076 031	110 680 856			110 680 856	97 205 856	97 205 856
Autres charges courantes										
<b>71 MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DU SPORT ET DES LOISIRS</b>	<b>11 790 915 336</b>		<b>11 790 915 336</b>	<b>5 310 692 232</b>	<b>3 954 518 502</b>	<b>4 905 777 700</b>		<b>8 860 296 202</b>	<b>3 147 600 363</b>	<b>8 053 378 063</b>
Equipements collectifs	2 361 300 000		2 361 300 000	654 080 269	565 160 800			565 160 800	548 083 500	548 083 500
Transferts et interventions de l'Etat	3 664 050 000		3 664 050 000	2 122 494 858	906 525 000	4 905 777 700		5 812 302 700	483 912 500	5 389 690 200
Dépenses de personnel	3 742 817 287		3 742 817 287	1 691 327 820	1 691 327 820			1 691 327 820	1 691 327 820	1 691 327 820
Achats de biens et services	1 932 748 049		1 932 748 049	842 789 285	791 504 882			791 504 882	424 276 543	424 276 543
Autres charges courantes	90 000 000		90 000 000							
<b>72 MINISTÈRE DE LA VILLE ET DE LA SALUBRITÉ URBAINE</b>	<b>1 992 370 000</b>		<b>1 992 370 000</b>	<b>3 610 834 022</b>	<b>3 293 739 086</b>	<b>178 000 000</b>		<b>3 471 739 086</b>	<b>3 195 201 670</b>	<b>3 373 201 670</b>
Equipements collectifs	160 950 000		160 950 000	50 548 724	55 064 719			55 064 719	1 998 920	1 998 920
Transferts et interventions de l'Etat	265 500 000		265 500 000	2 599 875 000	2 596 875 000	178 000 000		2 774 875 000	2 596 875 000	2 774 875 000
Dépenses de personnel	861 320 000		861 320 000	570 910 000	570 910 000			570 910 000	570 910 000	570 910 000
Achats de biens et services	704 600 000		704 600 000	389 500 298	70 889 367			70 889 367	25 417 750	25 417 750
Autres charges courantes										
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 529 520 195 158</b>	<b>229 809 000 000</b>	<b>2 759 329 195 158</b>	<b>942 465 141 634</b>	<b>875 146 876 596</b>	<b>83 160 000 000</b>	<b>409 795 257 500</b>	<b>1 368 102 134 096</b>	<b>531 674 368 312</b>	<b>1 024 629 625 812</b>
<i>dont Remboursement service de Dette Publique</i>	<i>821 924 028 166</i>	<i>114 700 000 000</i>	<i>936 624 028 166</i>	<i>217 172 805 446</i>	<i>217 172 805 446</i>		<i>135 010 000 000</i>	<i>352 182 805 446</i>		<i>135 010 000 000</i>
<i>Déficit CGRAE / Déficit CNCE</i>	<i>25 475 000 000</i>	<i>41 537 000 000</i>	<i>67 012 000 000</i>	<i>12 737 500 000</i>	<i>12 737 500 000</i>		<i>22 255 000 000</i>	<i>34 992 500 000</i>		<i>22 255 000 000</i>
<i>Subvention / Reversement TVA au Secteur Electricité</i>		<i>10 000 000 000</i>	<i>10 000 000 000</i>				<i>36 069 000 000</i>	<i>36 069 000 000</i>		<i>36 069 000 000</i>
<i>Personnel</i>	<i>745 024 266 555</i>		<i>745 024 266 555</i>	<i>335 844 108 606</i>	<i>312 654 656 408</i>	<i>35 785 000 000</i>		<i>39 598 000 000</i>	<i>388 037 656 408</i>	<i>75 383 000 000</i>
<i>Approvisionnement Fonds d'Entretien Routier</i>		<i>13 000 000 000</i>	<i>13 000 000 000</i>					<i>6 150 000 000</i>	<i>6 150 000 000</i>	<i>6 150 000 000</i>
<i>Investissement FIMR</i>	<i>10 000 000 000</i>		<i>10 000 000 000</i>					<i>5 054 000 000</i>	<i>5 054 000 000</i>	<i>5 054 000 000</i>
<i>Dépenses de sortie de crise</i>								<i>6 000 000 000</i>		<i>6 000 000 000</i>
<i>Remboursement de crédits de TVA</i>		<i>50 000 000 000</i>	<i>50 000 000 000</i>					<i>10 100 000 000</i>		<i>10 100 000 000</i>

**ANNEXE 9: SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES à fin juin 2009**

(toutes sources confondues)

Nature de dépenses <i>Données en milliards de FCFA</i>	2006	2007	2008	2009		
	Réalisation	Réalisation	Réalisation	Collectif Budgetaire	Réalisation fin juin	
					Ordonnancements et avances non Regularisées	Mandats mis en règlement
<b>DEPENSES EDUCATION</b>	<b>382,8</b>	<b>417,6</b>	<b>473,7</b>	<b>512,8</b>	<b>249,4</b>	<b>140,8</b>
<b>Courantes</b>	<b>360,9</b>	<b>392,0</b>	<b>439,8</b>	<b>467,4</b>	<b>240,2</b>	<b>137,8</b>
Administration Centrale	274,3	294,9	332,6	350,7	182,5	118,0
Personnel	265,0	278,1	315,6	338,9	177,4	117,4
Abonnement	4,0	6,2	8,5	7,3	3,9	0,0
Autres Dépenses de l'Administration Centrale	5,4	10,6	8,5	4,4	1,2	0,7
Structures éducatives (hors personnel et abonnement)	86,6	97,1	107,2	116,7	57,5	19,8
Subventions aux écoles privées	29,4	32,4	40,4	43,2	26,9	0,1
Kits Scolaires	2,2	2,1	1,7	2,0	1,2	1,0
Bourses	15,6	15,5	16,2	16,5	11,5	8,1
Transferts aux Etablissements Publics Nationaux	23,0	26,8	28,0	26,9	8,2	8,1
Ecoles publiques	16,3	20,3	20,9	28,1	9,8	2,5
Avances non encore régularisées		0,1			0,1	0,0
<b>Investissement</b>	<b>21,8</b>	<b>25,7</b>	<b>33,9</b>	<b>45,3</b>	<b>9,2</b>	<b>2,9</b>
Administration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction et équipements ( y compris kits pédagogiques et cantines scolaire)	21,8	25,5	33,9	45,3	9,2	2,9
<i>dont prêts extérieurs</i>	0,1	0,1	2,7	6,3	5,2	
<b>DEPENSES SANTE</b>	<b>77,1</b>	<b>88,5</b>	<b>98,6</b>	<b>112,8</b>	<b>46,1</b>	<b>30,5</b>
<b>Courantes</b>	<b>66,3</b>	<b>73,5</b>	<b>84,5</b>	<b>88,1</b>	<b>40,4</b>	<b>26,4</b>
Administration Centrale	42,7	47,0	58,8	59,8	29,2	17,4
Personnel	36,6	40,0	49,9	51,4	26,2	16,7
Abonnement	2,9	3,5	4,7	4,5	2,0	0,0
Autres Dépenses de l'Administration Centrale	3,1	3,5	4,2	3,9	1,0	0,7
Structures sanitaires (hors personnel et abonnement)	23,6	26,5	25,7	28,3	10,2	9,0
Niveau primaire et secondaire	4,5	5,4	6,0	7,7	1,3	0,5
Niveau tertiaire	9,0	9,3	8,8	9,5	4,5	4,3
<i>dont Transferts aux EPN</i>				8,6	4,3	0,0
Niveau quaternaire	10,0	11,5	10,3	10,5	4,2	4,1
<i>dont Transferts aux EPN</i>				3,4	1,7	0,0
<i>Bourses</i>	2,9	2,9	3,1	3,1	1,1	0,0
Autres	0,2	0,4	0,6	0,7	0,3	0,0
Avances non encore régularisées		0,2			0,9	0,0
<b>Investissement</b>	<b>10,8</b>	<b>15,0</b>	<b>14,1</b>	<b>24,7</b>	<b>5,7</b>	<b>4,1</b>
Administration	0,7	0,9	0,6	1,3	0,1	0,0
Construction et équipements	10,1	13,9	13,6	23,4	5,6	4,1
<i>dont prêts extérieurs</i>	0,0	0,0	1,4	1,3	1,3	
<b>TOTAL</b>	<b>459,9</b>	<b>506,1</b>	<b>572,3</b>	<b>625,5</b>	<b>295,5</b>	<b>171,2</b>

## ANNEXE 10 : EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES (Situation à fin juin 2009)

(toutes sources de financement confondues y compris avances non encore régularisées)

Montants en unité	2008	2009			
	Réalisation	Collectif	Réalisation juin		
			Exécution Sigfip	Avances non régularisées et autres opérations de Trésorerie	TOTAL EXECUTION
		(A)	(B)	(C)	(E) =(B)+ (C)
<b>01 Agriculture et développement rural</b>	<b>26 454 302 655</b>	<b>45 127 660 362</b>	<b>16 420 219 973</b>	<b>5 437 128 909</b>	<b>21 857 348 882</b>
01.0 Administration générale	9 248 585 425	8 540 155 750	4 012 714 425	337 128 909	4 349 843 334
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	3 409 742 629	9 542 828 135	6 434 877 517		6 434 877 517
01.2 Formation et encadrement	8 341 951 419	8 414 071 400	643 781 521		643 781 521
01.3 Aménagement hydro-agricole	2 176 746 360	3 701 416 058	442 406 510		442 406 510
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)	3 277 276 822	14 929 189 019	4 886 440 000	5 100 000 000	9 986 440 000
<b>02 Ressources Halieutiques et Production Animale</b>	<b>6 058 178 898</b>	<b>6 737 105 296</b>	<b>2 022 856 505</b>	<b>183 529 014</b>	<b>2 206 385 519</b>
02.0 Administration générale / formation et encadrement	3 718 138 737	3 671 154 691	1 482 470 785	183 529 014	1 665 999 799
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 895 258 831	2 456 432 765	537 785 722		537 785 722
02.2 Pêche et aquaculture	444 781 330	609 517 840	2 599 998		2 599 998
<b>03 Education</b>	<b>496 906 375 647</b>	<b>536 613 129 403</b>	<b>237 173 822 465</b>	<b>23 839 126 159</b>	<b>261 012 948 624</b>
03.0 Administration générale	18 666 470 883	18 457 007 143	11 845 599 674	23 839 126 159	35 684 725 833
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	313 499 606 361	329 312 068 268	127 028 973 367		127 028 973 367
03.2 Alphabétisation	184 985 084	212 364 926			
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	67 764 756 236	84 824 135 644	28 463 979 894		28 463 979 894
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	96 790 557 083	103 807 553 422	69 835 269 530		69 835 269 530
<b>04 Santé</b>	<b>98 336 012 650</b>	<b>118 812 124 628</b>	<b>41 525 937 363</b>	<b>4 581 021 721</b>	<b>46 106 959 084</b>
04.00 Administration générale santé	45 561 052 199	52 226 299 443	19 238 389 985	4 450 854 790	23 689 244 775
04.01 Système de santé primaire	23 828 627 730	31 682 326 679	7 599 907 094		7 599 907 094
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	1 200 214 731	1 465 650 000	80 514 750		80 514 750
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	1 106 406 109	1 983 395 195	195 713 962		195 713 962
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	287 779 475	621 934 791	64 748 810		64 748 810
04.05 VIH/SIDA	4 334 740 717	5 316 923 021	2 119 007 376	130 166 931	2 249 174 307
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	22 017 191 689	25 515 595 499	12 227 655 386		12 227 655 386

## ANNEXE 10 (suite et fin): EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES (Situation à fin juin 2009)

(toutes sources de financement confondues y compris avances non encore régularisées)

Montants en unité	2008	2009			
	Réalisation	Collectif	Exécution Sigfip	Réalisation juin Avances non régularisées et autres opérations de Trésorerie	TOTAL EXECUTION
<b>05 Eau et Assinissement</b>	<b>15 318 944 240</b>	<b>19 492 670 941</b>	<b>7 874 657 297</b>	<b>619 267 448</b>	<b>8 493 924 745</b>
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	4 955 116 050	6 994 750 000	599 918 125		599 918 125
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	10 363 828 190	12 497 920 941	7 274 739 172	619 267 448	7 894 006 620
<b>06 Energie</b>	<b>9 586 344 724</b>	<b>9 343 854 636</b>	<b>5 269 392 069</b>		<b>5 269 392 069</b>
06.1 Accès à l'électricité	9 586 344 724	9 343 854 636	5 269 392 069		5 269 392 069
<b>07 Routes et ouvrages d'art</b>	<b>20 348 434 373</b>	<b>33 074 751 845</b>	<b>14 058 604 276</b>	<b>6 200 000 000</b>	<b>20 258 604 276</b>
07.1 Entretien pistes rurales	45 418 200	2 916 087 700			
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	1 423 434 101	4 100 903 704	165 000 000		165 000 000
07.3 Autres travaux routiers	18 879 582 072	26 057 760 441	13 893 604 276	6 200 000 000	20 093 604 276
<b>08 Affaires Sociales</b>	<b>9 155 527 018</b>	<b>12 572 819 312</b>	<b>4 226 750 668</b>	<b>889 127 105</b>	<b>5 115 877 773</b>
08.0 Administration générale	6 357 839 961	7 766 112 556	3 087 818 523	857 953 522	3 945 772 045
08.1 Formations destinées aux femmes	349 710 328	526 755 000	46 019 854		46 019 854
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	581 100 208	1 451 308 247	123 681 571		123 681 571
08.3 Formation au personnel d'appui	1 153 214 902	1 722 980 658	861 490 628		861 490 628
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	713 661 619	1 105 662 851	107 740 092	31 173 583	138 913 675
<b>09 Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)</b>	<b>30 065 773 210</b>	<b>32 335 643 520</b>	<b>15 422 785 479</b>		<b>15 422 785 479</b>
09.1 Décentralisation	30 065 773 210	32 335 643 520	15 422 785 479		15 422 785 479
<b>10 Reconstructions et réhabilitations</b>	<b>10 403 867 663</b>	<b>5 179 296 943</b>	<b>309 868 212</b>		<b>309 868 212</b>
10.1 Reconstruction et réhabilitation	10 403 867 663	5 179 296 943	309 868 212		309 868 212
<b>11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté</b>	<b>4 138 969 179</b>	<b>19 510 338 576</b>	<b>4 414 336 416</b>	<b>49 209 778</b>	<b>4 463 546 194</b>
11.1 Promotion et insertion des jeunes	2 791 637 488	18 429 452 392	3 990 499 012		3 990 499 012
11.2 Appui et suivi DSRP	133 713 938	123 900 000	54 600 000		54 600 000
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 213 617 753	956 986 184	369 237 404	49 209 778	418 447 182
<b>TOTAL</b>	<b>726 772 730 257</b>	<b>838 799 395 462</b>	<b>348 719 230 723</b>	<b>41 798 410 134</b>	<b>390 517 640 857</b>

Source: SIGFiP-DGBF